

**Réunion Annuelle de la Fédération Européenne
de Zootechnie
Université du Caire, Egypte, 2 septembre 2002**

Table Ronde

**« *La mondialisation dans le secteur des
productions animales : qui en
bénéficie ?* »**

Titre original anglais : « *Globalisation and the animal production sector. Who benefits ?* »

Traduction française par Aimé Aumaitre (Président de la Fédération Européenne de Zootechnie) et Jean-Claude Flamant (Mission d'Animation des Agrobiosciences)

Table Ronde coordonnée par Jean Claude Flamant,
Mission d'Animation des Agrobiosciences
et animée avec le concours de Patrick Cunningham.

Introduction

Jean Claude Flamant

Je suis très heureux d'ouvrir cette Table Ronde organisée par la Fédération Européenne de Zootechnie en partenariat avec l'Association Egyptienne de Production Animale et la Mission d'Animation des Agrobiosciences créée récemment et que je dirige à Toulouse : le but de cette dernière est de concevoir et d'animer les débats sur les conséquences controversées de la transformation de l'agriculture, de l'évolution de l'alimentation et sur les relations entre les sciences du vivant et la société.

Il s'agit aujourd'hui de la troisième Table Ronde de la FEZ. Cette activité est consacrée à des questions concernant le secteur de l'élevage et des productions animales, quelles que soient les disciplines scientifiques concernées ou les espèces animales impliquées, mais en complémentarité avec les préoccupations et les activités des Commissions d'Etude ou des Groupes de Travail de la FEZ. Le sujet de ces Tables Rondes est choisi chaque année en relation avec le pays organisateur. Il prend également en compte les événements qui font l'actualité. Par exemple, l'an dernier à Budapest, nous avons choisi de discuter de la signification à donner aux différentes crises qui ont affecté le secteur animal telles que l'ESB et la fièvre aphteuse. Ces crises sont-elles seulement des accidents faciles à résoudre, ou bien sont-elles des signaux qui nous alertent que nous ne nous ne pouvons plus continuer dans cette voie ?

« La mondialisation dans le secteur des productions animales: Qui en bénéficie ? »... Le sujet de cette année a été choisi en rapport avec plusieurs Conférences qui font événement à l'échelle mondiale et qui se sont tenues au cours de ces derniers mois et même actuellement à Johannesburg. Il est évident que l'actualité des douze derniers mois est profondément marquée par la question des politiques de l'agriculture, de l'alimentation et de l'environnement. Dans cette lignée, je veux mentionner la Conférence de la FAO en novembre 2001, puis la Conférence de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) à Doha au cours de laquelle l'agriculture et les produits agricoles ont constitué un sujet extrêmement sensible, et en même temps que notre Réunion Annuelle se tient à Johannesburg le « Sommet Mondial du Développement Durable » qui traite de la question des disponibilités en eau des populations, du changement climatique, de la protection de l'environnement, de l'accès aux soins et de la pauvreté.

Il me semble qu'il faut insister sur le fait que ces événements, dont la nature est d'abord institutionnelle, sont également soumis à des mouvements de protestation contre la mondialisation, mouvements qui parviennent à perturber leur déroulement, par exemple à Seattle – vous vous souvenez -, et aussi en Italie, à Gênes, durant le « Sommet du G8 » récemment. Cela veut dire qu'une partie de la population de nos pays rejette ces conférences pour manifester son opposition à la mondialisation.

L'idée qui est à la base de la Table Ronde d'aujourd'hui est qu'il est d'un grand intérêt de discuter des arguments qui s'expriment, pour ou contre la mondialisation. Pour une meilleure compréhension de ce qu'est la mondialisation, nous devons les écouter exprimés par des personnes impliquées dans le processus des négociations et par celles qui sont engagées dans des études sur les divers aspects de la mondialisation. Nous avons invité quelques-unes d'entre elles et je dois vous dire qu'elles ont accepté immédiatement de venir discuter et échanger avec nous. Et je les en remercie au nom de vous tous.

Patrick Cunningham

Ces Tables Rondes sont devenues très importantes au sein de la FEZ et je suppose que cette importance est à la mesure du fait que Jean-Claude porte aujourd'hui une cravate, contrairement à son habitude. Je dois dire que lorsqu'il m'a demandé de co-animer cette réunion, c'était en fait pour partager la responsabilité d'un travail qu'il avait largement engagé : il en avait déjà conçu le projet. En effet, avec sa réputation au sein de la FEZ de sortir la réflexion des sentiers battus, il a été à l'origine de l'idée de la Table Ronde.

Et maintenant, quelques mots seulement pour camper le décor. Le thème général est celui de « la mondialisation » et, pour les raisons évoquées par Jean Claude, celui-ci est tout à fait pertinent, non seulement pour les habitants de l'autre bout de la planète, mais pour chaque éleveur et pour chaque consommateur de chaque pays, parce qu'il nous concerne tous. Je veux dire à nos quatre intervenants que nous attendons qu'ils introduisent le thème général de la mondialisation pour initier une réflexion sur l'évolution de l'agriculture, en particulier le secteur de l'élevage et des productions animales, tout particulièrement en Europe. Cependant, bien que nous soyons une association « Européenne », notre Réunion Annuelle se tient cette année en Egypte et, de même, nous avons aussi beaucoup d'organisations membres en dehors de la zone géographique « Europe ». Ainsi, nous sommes collectivement très intéressés à étendre notre débat au-delà du seul contexte de l'Europe, et à envisager le futur des pays d'Afrique du Nord, du Moyen Orient et évidemment celui des pays de l'Europe de l'Est qui rejoignent le système « global ».

Je demande, en manière d'introduction, à chacun de quatre intervenants de donner leur position sur les conséquences de la mondialisation telles qu'elle se présente à nous tous aujourd'hui.

* * * * *

Les membres du panel

* **Professeur Paolo De Castro** : ancien ministre de l'agriculture du Gouvernement D'Alema, il est aussi membre du Comité scientifique consultatif du CIHEAM. Il est Professeur à l'Université de Bologne et actuel Président de *Nomisma*, un important Institut de Recherches Economiques en Italie.

* **Professeur Marcel Mazoyer**, successeur à l'*Institut National Agronomique* de Paris du Professeur René Dumont à la Chaire d'Agriculture Comparée et du Développement Agricole. Il est accompagné du **Professeur Laurence Roudart**, Professeur Assistant dans le même Institut. Elle est spécialisée dans l'analyse des conséquences de la mondialisation sur les agricultures locales. Tous les deux ont publié un ouvrage sur l'« *Histoire des agricultures du monde* », un ouvrage qu'ils aimeraient voir traduit et publié en anglais.

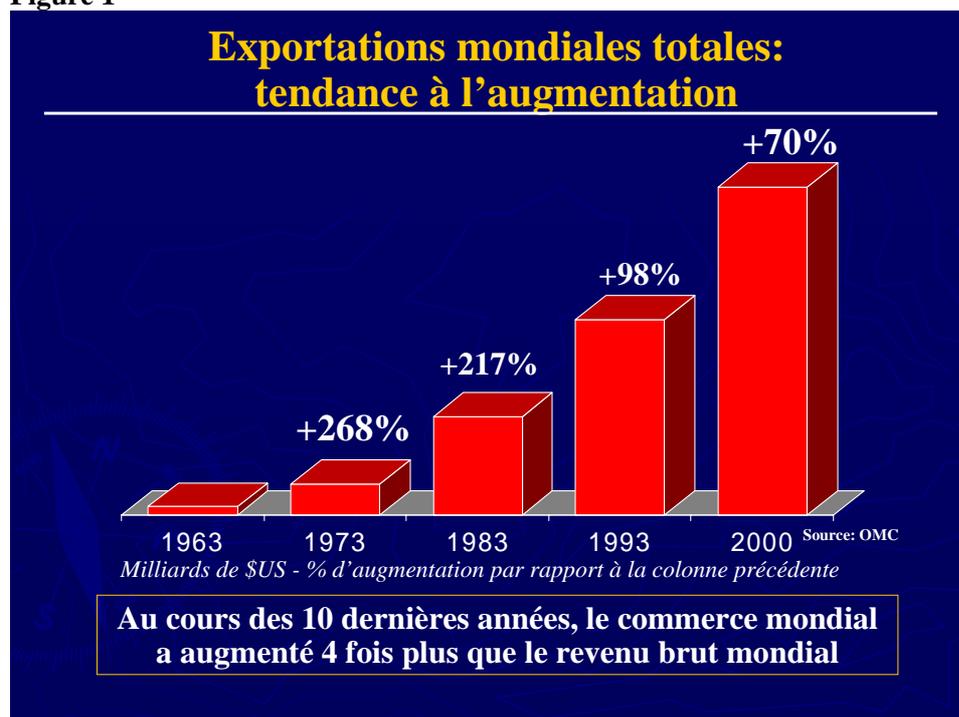
* **Professeur Saad Nassar** : grâce à son concours, nous allons avoir la possibilité d'être introduit à la situation spécifique de l'agriculture et de l'élevage en Egypte. Il est Professeur d'Economie à l'*Université du Caire*. Gouverneur de la Province du Fayoum, il a été membre de la délégation de l'Egypte aux négociations de l'OMC.

1. Caractéristiques et arguments de la mondialisation en agriculture

Paolo De Castro

Tout d'abord, j'aimerais exprimer mes remerciements à la Fédération Européenne de Zootechnie et en particulier à mes amis égyptiens qui m'ont invité à cette Table Ronde pour parler d'un sujet aussi important que la mondialisation et pour en discuter les éléments de manière approfondie.

Figure 1

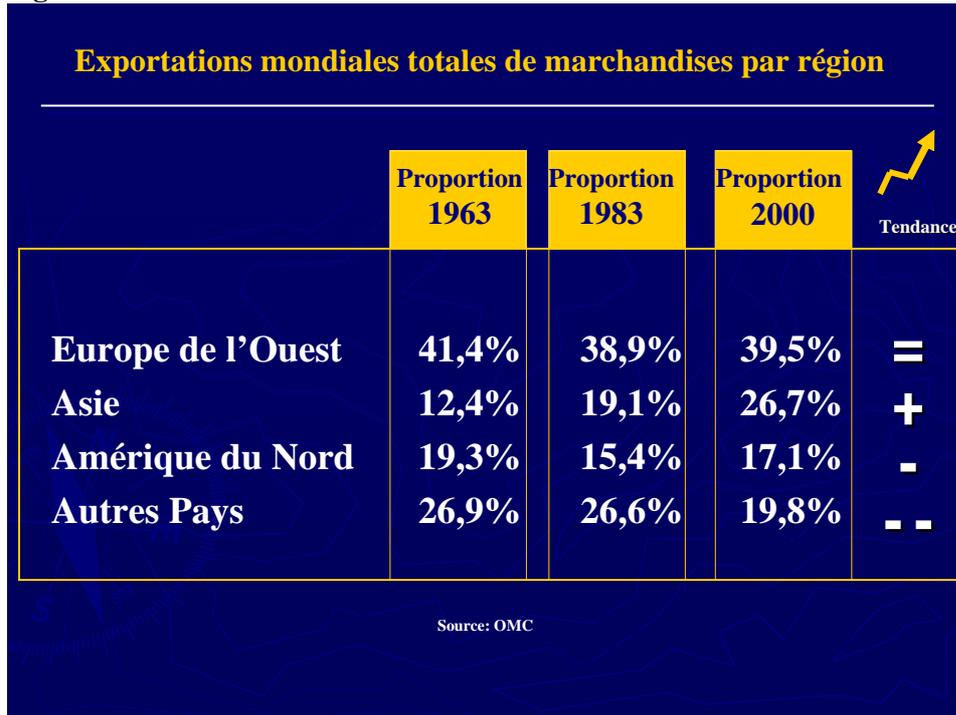


Je voudrais commencer par définir ce qu'est la mondialisation. La plupart d'entre nous parlons de mondialisation, de compétition, de commerce international... Mais très souvent nous ne prenons pas suffisamment en compte ce que veulent dire les chiffres et les graphiques. La Figure 1 montre l'importance de l'accroissement en volume des exportations mondiales : au cours des 10 dernières années, le commerce international s'est accru 4 fois plus que la croissance mondiale. Et la part des pays membres du GATT-OMC dans le commerce mondial s'est accrue de manière continue : 72.8 % en 1963; 76 % en 1983 et 94 % en 2001 (estimation). Et si la Chine rejoint l'OMC, les chiffres augmenteront encore.

Cette progression suggère une première question : pouvons-nous trouver des règles pour le processus de mondialisation ? Nous pouvons espérer avoir une « bonne mondialisation » mais nous ne pouvons pas arrêter le processus de mondialisation, car les tendances mondiales à l'exportation vont s'accroître de toute façon.

C'est comme si l'on disait à quelqu'un qui se trouve dans le courant d'une rivière: « Tu ne peux pas lutter contre. Tu peux tenter une fois de t'arrêter. Tu peux aller plus doucement, mais tu ne peux pas t'opposer ! ». Ceci souligne l'importance de l'adoption de règles internationales pour la mondialisation. Tout le monde se souvient de Seattle et de son échec. Et la plupart d'entre nous sont directement concernés par la dernière réunion internationale de Doha. Ainsi, l'expansion quantitative du commerce mondial légitimise l'adoption d'instruments de régulation. Les avancées de l'accord de Doha sont à mettre au crédit de la participation active des pays en développement, avec leur capacité à évaluer les conditions de l'accès au marché en rapport avec les aides nationales et les soutiens à l'exportation, et tout particulièrement avec les dispositions non commerciales. Ainsi, l'intérêt d'avoir des règles pour la mondialisation ne fait que s'accroître.

Figure 2

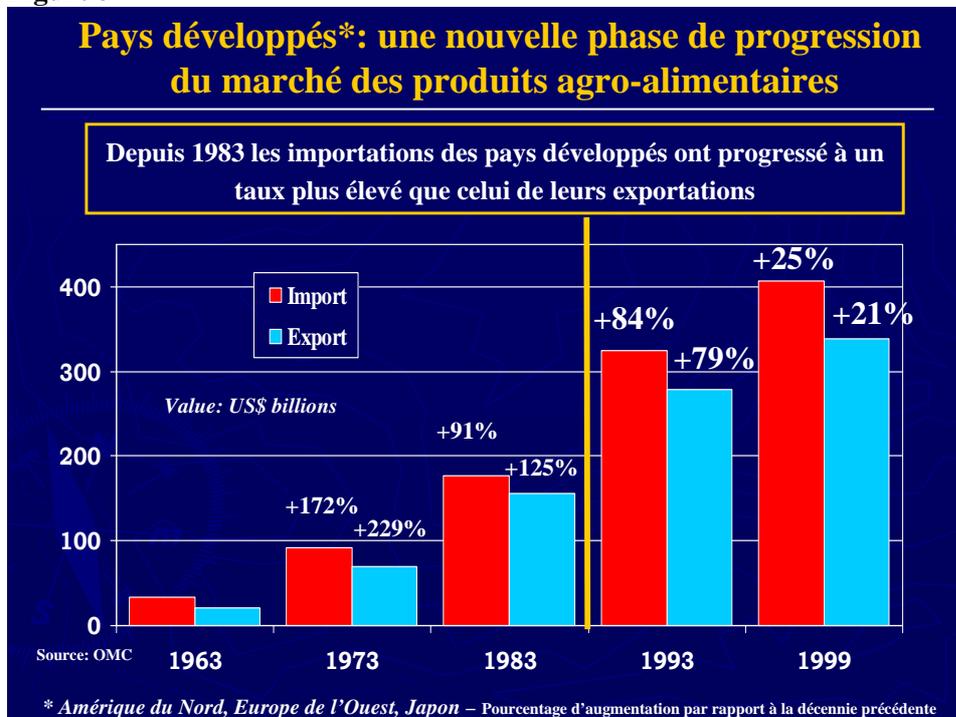


Comment évolue la mondialisation ?

Comment évoluent les exportations internationales par région du monde ? La Figure 2 montre que la contribution de l'Europe de l'Ouest se maintient au cours des deux dernières décennies. L'Asie est le

nouvel acteur du commerce mondial. Sa part est passée de 12,4 à 26,7 %. L'Amérique du Nord a subi une légère diminution, de même le groupe des « Autres pays » a connu une régression, avec une diminution plus forte pour l'Afrique du Nord.

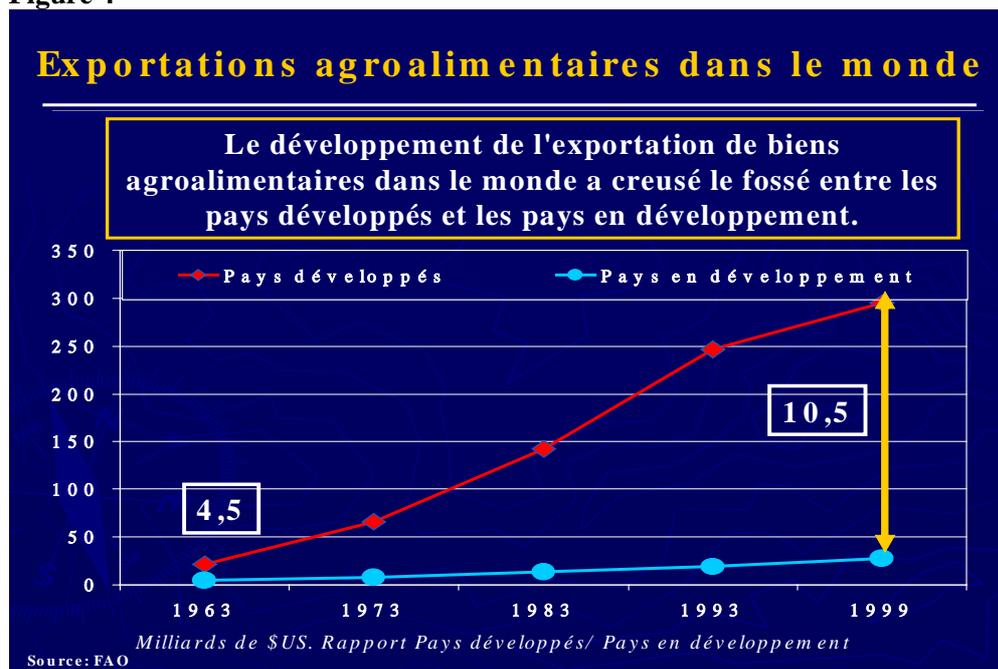
Figure 3



L'évolution des exportations est plus favorable aux pays développés qu'aux pays en développement. La Figure 3 montre ce que tout le monde sait à propos de la mondialisation : de fait, l'écart se creuse entre les pays développés et les pays en développement.

De 1963 à 1999, le commerce international a avantagé les pays développés (Figure 4) : c'est le principal problème de la mondialisation. J'espère que mes collègues vont en parler dans leur présentation, mais je veux d'abord souligner que quelque chose est en train de bouger : la situation ne sera désormais plus comme avant.

Figure 4



En fait, à partir de 1983, un changement important apparaît dans les échanges internationaux : les importations provenant des pays en développement augmentent plus vite que les exportations.

Ceci suggère une nouvelle place pour les pays en développement. C'est la raison pour laquelle l'Asie accroît beaucoup son poids dans le commerce international, et en particulier l'Inde qui s'inscrit de plus en plus dans ce scénario. D'autres pays rejoignent le même schéma : la Chine et l'Amérique latine. Ceci est particulièrement vrai pour la viande de porc, la viande de veau et de bœuf. Nous devons réfléchir à ces nouvelles données. Le fossé entre les pays développés et les pays en développement pose d'autres problèmes, mais quelque chose est en train de changer. Et il faut aussi noter que l'Union

Européenne a désormais un poids commercial plus important que les Etats Unis, le Japon, le Canada et la Nouvelle Zélande réunis. De la même manière, il y a une forte augmentation des importations en provenance des pays en développement.

En conclusion de cette première intervention, la mondialisation progresse sans que l'on puisse l'arrêter. Nous devons la gérer et en envisager les règles. Nous avons à compter avec. Nous devons intervenir de plus en plus dans les réunions internationales comme Doha ou lors de la prochaine Session de l'OMC à Genève. Et ensuite, le fossé entre des pays en développement et les pays développés est en train de se modifier de telle façon qu'il est important d'être attentif au rôle joué par les pays qui sont encore sous développés.

Marcel Mazoyer

D'abord, je vous prie de m'excuser de ne parler que Français... et Morvandiau (la langue de ma région d'origine), mais pas Corse, pas Egyptien, et pas bien Anglais. Je ne pourrai donc pas échanger directement avec vous. Mais je suis très heureux d'être ici, et je remercie Jean-Claude Flamant et la Fédération Européenne de Zootechnie de m'avoir invité. Je remercie également les personnes et les institutions égyptiennes qui nous accueillent si bien aujourd'hui.

Laurence Roudart et moi allons vous présenter une vue d'ensemble de l'évolution des différentes agricultures du monde. Nous travaillons sur ce sujet depuis dix ans. J'ai présenté cette analyse lors du second Sommet mondial de l'alimentation en juin dernier à Rome.

NDLR - (Le rapport "*Protéger les petits agriculteurs et les paysans pauvres dans le contexte de la mondialisation*") est accessible sur le site de la FAO à l'adresse suivante :

www.fao.org/worldfoodsubmit/english/documents.html

Le document est aussi disponible en Arabe, en Espagnol et en Français).

Juste quelques mots préliminaires. On a pensé pendant quelques dizaines d'années que la « *révolution agricole contemporaine* » et aussi la

« *révolution verte* » allaient résoudre les problèmes agricoles et alimentaires du monde. Tout au moins, on a fait comme si cela était vrai. Il est certain qu'il y avait 2,5 milliards d'humains sur notre planète il y a 50 ans, et qu'il y en a 6 milliards aujourd'hui. Il est certain aussi qu'il y en a 3 milliards actuellement qui mangent mieux que les 2,5 milliards qui vivaient il y a 50 ans. Mais il y a de nos jours dans le monde plus de gens qui souffrent de carences alimentaires et de faim qu'il y a 50 ans. Et la majorité d'entre eux sont des paysans. Il est clair que la question agricole et alimentaire mondiale n'a pas encore trouvé de solution. Pourquoi les choses sont-elles encore comme cela ? Que faire ? Telles sont les questions primordiales relatives à l'agriculture et à l'alimentation au 21ème siècle.

Patrick Cunningham

Le Professeur Mazoyer a dressé le tableau général sur la scène internationale et je crois que la présentation détaillée viendra ensuite avec Laurence Roudart. Nous allons entendre maintenant le Professeur Saad Nassar pour qu'il présente brièvement les grandes lignes de l'Agriculture en Egypte.

Saad Nassar

Je voudrais remercier la FEZ pour son invitation et pour l'occasion qui m'est ainsi offerte de nous rencontrer dans le cadre de cette Table Ronde.

Je pense que le premier point n'est pas de savoir s'il faut ou non aller contre la mondialisation comme l'a justement mentionné le Professeur De Castro, mais en tant que membre d'une organisation mondiale, vous avez l'obligation de vous impliquer dans le processus de mondialisation et vous ne pouvez pas édicter vos propres règles sur les importations à moins que vous ayez des raisons personnelles à défendre ou s'il s'agit de santé animale.

Le second point qui me paraît également clair est que la mondialisation conduit à une augmentation des prix pour les pays en développement en raison des règles de l'OMC concernant la réduction des subventions à l'exportation. De même vous devez diminuer les

aides à la production intérieure, d'un pourcentage déterminé et à certaines périodes de l'année. Ainsi la réduction des aides à l'exportation vers les pays en développement et des aides à la production intérieure dans les pays développés, plus spécialement lorsque les pays en développement dévaluent leur monnaie, peut conduire à une augmentation significative des prix. Ceci n'est pas toujours mauvais car parfois, lorsque les cours mondiaux sont élevés et que les pays en développement importent de l'étranger, les conséquences peuvent être négatives pour le consommateur, mais cela peut aussi encourager les producteurs à travailler plus efficacement pour augmenter la production locale plutôt que d'être concurrencés par les importations à meilleur marché. Ainsi, il y a du pour et du contre.

C'est pourquoi au Maroc en 1994, les ministres des pays de l'OMC ont été d'accord pour créer un fonds de compensation pour les pays en développement et les pays les moins développés susceptibles d'être affectés par le commerce mondial en raison de l'abandon ou de la réduction des aides à l'exportation et des aides à la production intérieure. Cela m'amène à rappeler le point mentionné par le Ministre Paolo de Castro selon lequel l'écart augmente entre les pays développés et les pays en développement. Tout le monde sait ce qui se passe à Johannesburg et aussi ce qui a été affirmé au Sommet de la FAO : 80% de la population de la planète ont accès à seulement 20% du produit brut et ces 80 % vivent dans les pays en développement.

Et nous avons aussi entendu que 800 millions d'habitants du monde souffrent de la faim et parmi eux 200 millions d'enfants. D'autres souffrent d'un accès limité à l'eau potable et aux systèmes d'assainissement et d'autres choses de cette nature.

Aussi, nous avons une idée de la mondialisation comme d'un plus, mais en même temps, nous nous demandons comment réduire les impacts négatifs de la mondialisation dans les pays en développement, et comment optimiser ses bénéfices pour ces pays. Cela dépend plus de la bonne volonté des pays développés. Je reviendrai sur le cas de l'Egypte plus tard.

2. Conséquences de la mondialisation

Laurence Roudart

Je travaille avec le Professeur Mazoyer depuis 12 ans. Il a considéré que son anglais n'était pas assez bon pour effectuer cette intervention. C'est pourquoi c'est moi qui vais présenter notre analyse commune. La première partie de l'exposé sera consacrée à l'explosion des disparités entre les agriculteurs du monde et à la réduction des prix des produits agricoles.

Les trois principaux types d'agriculture dans le monde

Tout d'abord, un regard sur la situation alimentaire dans le monde. Rappelons que sur une population de 6 milliards, 2 milliards souffrent de carences sévères en fer, en iode et autres minéraux, et aussi en vitamines en général, et que 800 millions d'êtres humains - principalement habitants des pays en développement - sont mal nourris et souffrent de la faim chaque jour. Selon la FAO, 70 % des hommes en situation de mal nutrition vivent en zone rurale. Cela veut dire que leurs moyens d'existence et leurs revenus dépendent directement ou indirectement de l'agriculture. Les autres 30% qui souffrent quotidiennement de la faim sont actuellement des gens qui ont été obligés à migrer vers les zones urbaines.

Maintenant, considérons la situation au niveau mondial. Sur une population totale de 6 milliards d'individus, environ 2,6 milliards vivent de l'agriculture et, selon la FAO, 1,3 milliards de personnes constituent la population agricole active.

Donc près de la moitié de la population mondiale vit de l'agriculture.

Un premier type d'agriculture résulte de ce que nous appelons la « *révolution agricole contemporaine* ». Les paysans qui relèvent de cette agriculture disposent de semences sélectionnées, d'engrais chimiques, de pesticides. Avec ces moyens

techniques, ils peuvent réaliser des rendements de 100 quintaux de grains à l'hectare. Ils utilisent aussi des équipements mécaniques motorisés de grande puissance ce qui leur permet de cultiver jusqu'à plus de 200 hectares par travailleur. Dans ces conditions, la productivité par actif agricole et par an atteint 2.000 tonnes (200 hectares par travailleur x 100 quintaux par hectare). Mais le coût de l'équipement mécanique nécessaire avoisine les 200.000 \$ US.

Le deuxième type d'agriculture relève de ce qu'on a appelé la « *révolution verte* ». Les agriculteurs travaillent aussi avec des semences sélectionnées, des engrais chimiques et des pesticides permettant d'obtenir un rendement de 100 quintaux de céréales à l'hectare. Mais ils n'ont pas accès à un haut niveau de mécanisation et de motorisation. Certains utilisent la traction animale leur permettant de cultiver 5 hectares, avec un coût d'équipement de 10.000\$ US au minimum par travailleur. Sinon, ils travaillent avec des outils manuels, et dans ce cas ils peuvent cultiver au plus 1 hectare par travailleur avec un coût d'équipement de l'ordre de 150\$ US.

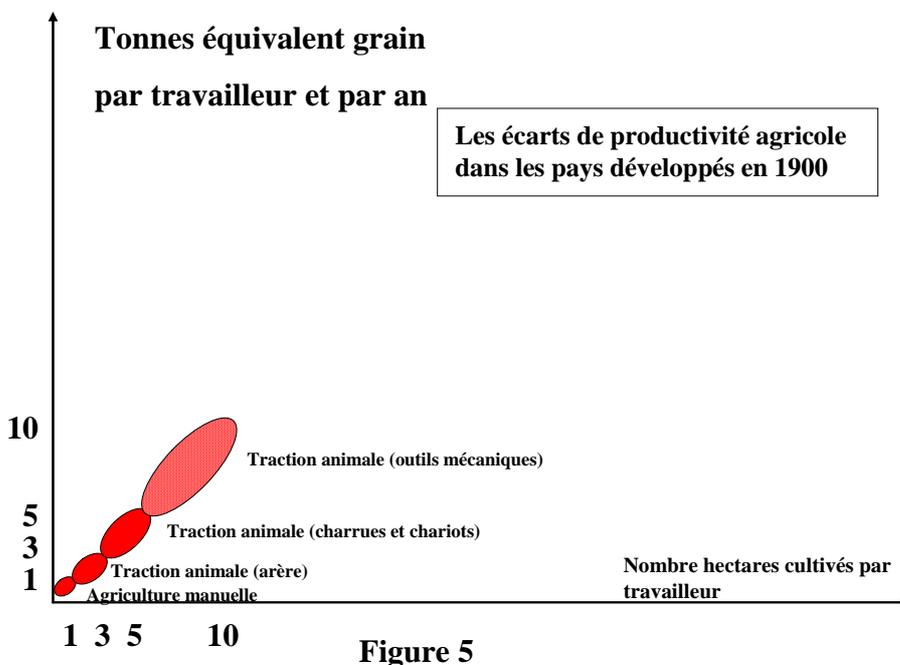
Le troisième type d'agriculture est ce que nous avons appelé « *l'agriculture orpheline* ». Il s'agit de paysans travaillant sans variétés sélectionnées, sans engrais, sans pesticides, sans motorisation ou mécanisation, et même sans traction animale. Ils travaillent uniquement avec des outils manuels, correspondant à un coût d'équipement de moins de 50\$ US. Ces paysans obtiennent des rendements de

seulement 10 quintaux par hectare. S'ils peuvent irriguer, ils peuvent doubler les rendements, mais la plupart ne récoltent qu'une tonne à l'hectare.

Et maintenant, regardons la part de ces différents types d'agriculture dans le monde. Un chiffre en premier lieu : selon la FAO, il y a 28 millions de tracteurs dans le monde, qui équipent seulement 2% des actifs agricoles environ. Ceci indique que l'agriculture de la « *révolution agricole contemporaine* » est très marginale au sein de la population agricole mondiale. Environ 800 millions d'actifs agricoles sont concernés par la « *révolution verte* » dont un tiers d'entre eux utilisent la traction animale ; les deux autres tiers n'ont pas de traction animale et travaillent avec des outils manuels. Finalement, 500 millions d'agriculteurs relèvent de « *l'agriculture orpheline* ».

Les écarts de productivité.

En ce qui concerne la productivité du travail agricole, quelques agriculteurs seulement parviennent à produire 2.000 tonnes de grain-équivalent par travailleur et par an. A l'autre extrême, des centaines de millions de paysans atteignent seulement une tonne. L'écart de productivité varie donc dans le monde de 1 à 2.000 ! C'est ce que l'on peut représenter graphiquement. Horizontalement, on porte le nombre d'hectares par travailleur et verticalement la production en tonnes de grain par travailleur et par an. A l'extrême, on trouve les paysans de « *l'agriculture orpheline* », à l'autre les agriculteurs bénéficiant de la « *révolution agricole contemporaine* ».



La révolution agricole contemporaine dans les pays développés.

Comment en sommes nous arrivés à une telle situation? Analysons d'abord ce qui s'est passé dans les pays développés. Où en étions-nous en 1900 ? (Figure 5) Nous avons d'une part des paysans travaillant manuellement, d'autre part des paysans utilisant la traction animale avec des outils plus ou moins élaborés.

La productivité des paysans était au plus de 10 tonnes par travailleur et par an. Dans les années 1950, le premier stade du développement de la motorisation et de la mécanisation – ce que nous avons appelé "*Moto-mécanisation I*" s'est accompagné d'une augmentation de la productivité permettant d'atteindre 50 tonnes par travailleur et par an (Figure 6).

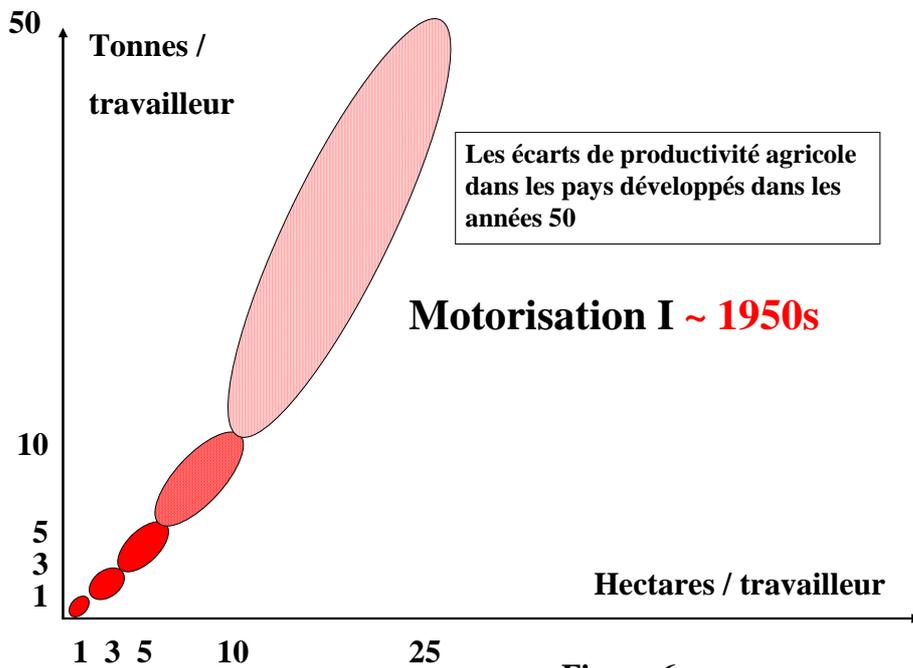


Figure 6

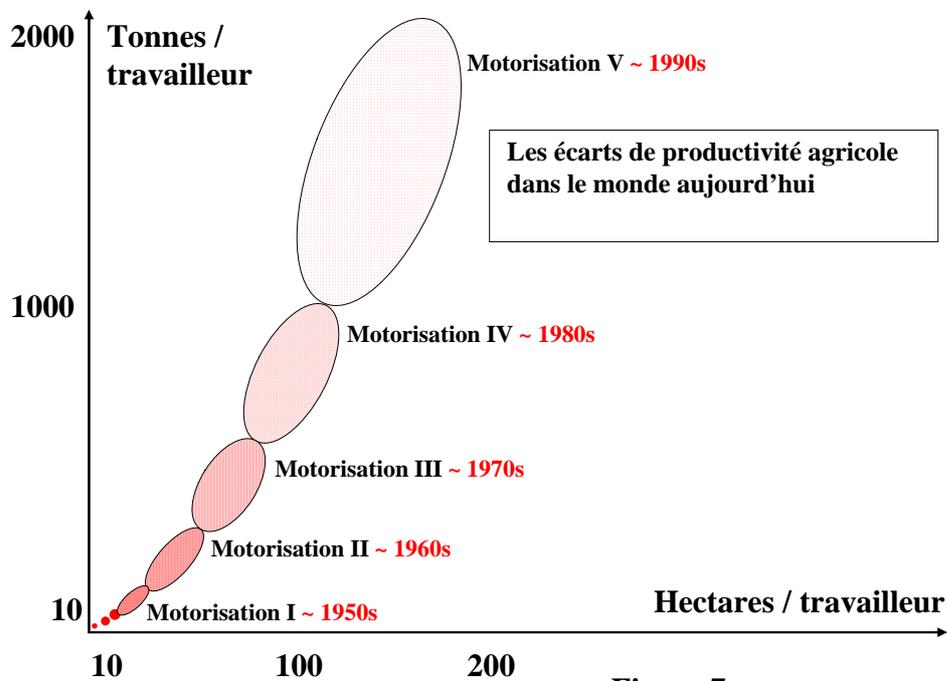


Figure 7

Si nous représentons graphiquement les stades suivants de la révolution agricole contemporaine, nous devons changer d'échelle : la motomécanisation I est située juste au bas du coin gauche en bas du graphique et ainsi, on peut représenter ce qu'il est advenu durant les 50 dernières années du 20^{ème} siècle dans les pays développés (Figure 7).

Désormais, les agriculteurs les mieux équipés dans des régions favorisées du monde peuvent atteindre 2.000 tonnes par travailleur et par an. Cela signifie que durant les 50 dernières années, l'écart de productivité a explosé, passant de 1-10 tonnes d'équivalent grain par agriculteur et par an à 1-2.000 tonnes : il a donc été multiplié par 200. Mais dans les pays développés, ces gains de productivité très importants, permis par des augmentations considérables du capital productif, se sont produits dans seulement 10% des familles paysannes qui étaient présentes au début du 20^{ème} siècle : ce qui veut dire que 90% des exploitations agricoles qui existaient alors ont disparu et que seulement 10% ont parcouru les différents stades de cette révolution agricole.

Or les gains de productivité du travail ont été plus grands dans le secteur agricole que dans les autres secteurs économiques. Il en est résulté une diminution des prix agricoles réels dans le long terme.

A ce point de notre présentation, il faut souligner que cette révolution agricole s'est produite essentiellement dans les pays développés, mais aussi dans certains cas, dans les pays en développement, plus spécialement dans les grands domaines post-coloniaux faisant appel à des salariés agricoles.

La « révolution verte » dans les pays en développement

Considérons maintenant la « révolution verte » qui s'est répandue dans plusieurs régions des pays en développement. A l'aide du procédé graphique précédent, on situe les agriculteurs *non* concernés par cette révolution en bas du graphique (Figure 8). Les agriculteurs qui en bénéficient et utilisent des variétés sélectionnées, des engrais, des pesticides et même l'irrigation sont situés dans la partie haute. Cependant, avec la « révolution verte », il n'y a ni motorisation ni mécanisation de grande puissance. C'est ce qui explique que ces paysans ne peuvent pas cultiver plus de 5 hectares par travailleur. Dans ces conditions, on atteint au maximum 50 tonnes d'équivalent grain par travailleur et par an. En cas d'accès à l'irrigation, on peut atteindre la même productivité avec la moitié de la surface par travailleur.

La « révolution verte » a concerné environ les deux tiers des agriculteurs dans les pays en développement. Parmi eux, environ 1/3 ont eu accès à la traction animale, mais les deux autres tiers utilisent toujours des outils manuels. De plus, le choix des variétés à haut rendement concerne seulement quelques espèces (blé, maïs, riz...). Finalement, environ un tiers des agriculteurs d'aujourd'hui dans le monde sont des « orphelins » de la recherche et du progrès : ils continuent à travailler à la main, sans variétés sélectionnées, sans engrais, sans pesticides.

Pour terminer cette première présentation, je désire insister sur le fait que « *la révolution agricole contemporaine* » et « *la révolution verte* » ont engendré très rapidement des gains de productivité très élevés, plus élevés et plus rapides que dans les autres secteurs de l'économie. Une de ses principales conséquences a été le déclin des prix agricoles réels : ils ont été divisés par 3, 4 ou 5 au cours des cinquante dernières années. Nous verrons ensuite les conséquences de ce fait pour les « paysans orphelins ».

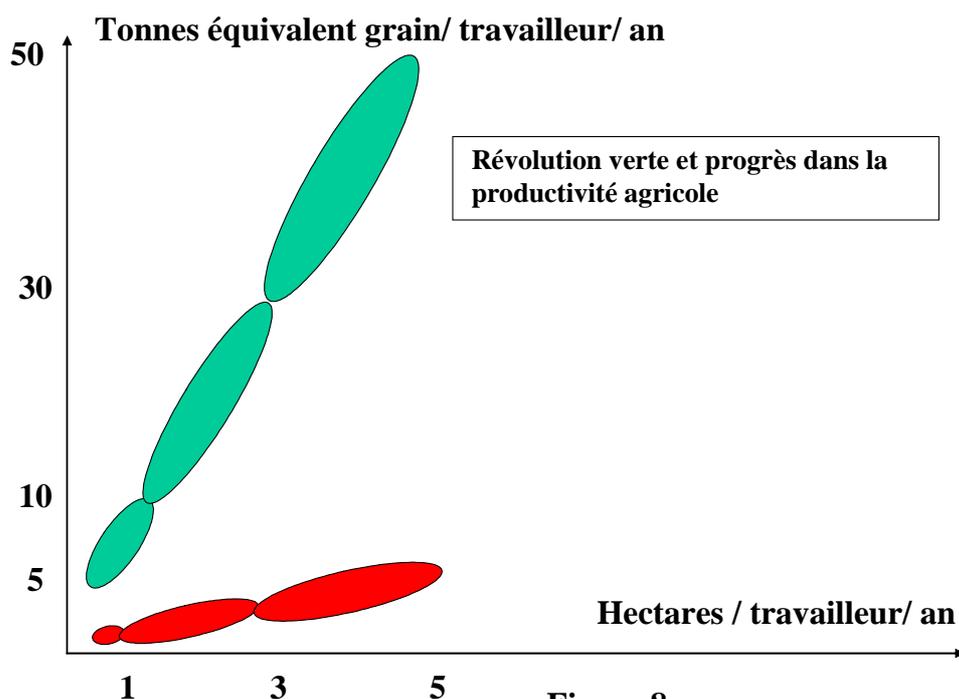


Figure 8

Jean Claude Flamant

A ce stade de la Table Ronde, nous disposons donc de beaucoup d'éléments à propos des aspects économiques de la mondialisation. Nous avons en particulier observé l'augmentation du volume des échanges mondiaux, comme Paolo de Castro nous l'a clairement exposé. Mais nous avons aussi entendu la question posée par Saad Nassar : comment atténuer les conséquences négatives de la mondialisation dans les pays en développement et comment pourrait-on en accroître les bénéfices ? Avec Marcel Mazoyer et Laurence Roudart, nous touchons le fait qu'il existe une relation entre l'augmentation spectaculaire de la productivité dans les pays développés et la difficulté pour une large partie de la population rurale des pays en développement d'accéder à ce progrès. Quelles sont les conséquences pour les différents secteurs de production des différents pays... c'est ce que va nous exposer maintenant Paolo de Castro.

Paolo de Castro

Evolutions contrastées du marché mondial dans le secteur de la production animale

Après la présentation de Laurence Roudart, je vais insister sur deux ou trois aspects de l'évolution des différents secteurs de l'élevage en référence à trois groupes : bœuf et veau, porc, volaille. Pour chacun d'entre eux, que se passe-t-il dans la dynamique du commerce international ? Les données que je vous présente, sont très récentes, fournies par le Ministère de l'Agriculture des Etats-Unis (USDA).

En 2002, nous observons une faible progression pour **le secteur bœuf et veau** (Figures 9 et 10). Les Etats Unis conservent la première position, à la fois en production et en exportation : 24% de la production mondiale et 20% des exportations. Mais le point intéressant concerne le rôle nouveau de pays tels que l'Australie qui, avec seulement 4% de la production mondiale, réalise 24% des exportations, parce que les deux tiers de sa production sont exportés. Et également, il est intéressant de voir le défi du Brésil : ses exportations ont fortement augmenté au cours des cinq dernières années, de plus de 150%. Et l'Union Européenne a augmenté légèrement ses exportations même après l'épisode de l'ESB.

Figure 9

	% Production	% Export	Part des export. dans la production %
Etats-Unis	23,6	18,3	9,1
Brésil	14,2	10,8	8,9
UE-15	14,0	10,4	8,7
Chine	11,9	0,9	0,9
Argentine	5,9	4,3	8,6
Australie	4,1	23,7	67,2
Autres pays	26,3	31,6	14,1
Monde	100,0	100,0	100,0
Monde – 1000 tonnes	49.352	5.783	

Source: USDA

Figure 10

	Production	Exportation	Consommation
Etats-Unis	- 0,8	+ 9,5	+ 2,2
Brésil	+ 15,5	+ 172,1	+ 7,0
UE-15	- 9,9	- 33,3	+ 0,1
Chine	+ 33,4	- 42,5	+ 35,0
Argentine	- 2,5	- 43,9	+ 4,4
Australie	+ 5,0	+ 19,4	- 15,3
Monde	+ 2,0	+ 3,9	+ 4,0

Variation des quantités 1997/2000

Source: USDA

Concernant l'évolution du secteur porcin (Figure 11), on observe une augmentation du poids des nouveaux acteurs sur le marché mondial. Il est intéressant de considérer ce qui se passe avec certains pays comme la Chine dont la production, qui représente plus de 50% de la production mondiale totale, est principalement consommée sur

le marché national. Mais il est très intéressant aussi d'observer le rôle nouveau de certains pays émergents, avec une fois encore le grand défi que constitue pour le Brésil sa vocation à exporter. Le même schéma est observé avec le Canada.

Concernant les volailles (Figure 12), le marché mondial s'est beaucoup développé : 40% au cours des cinq dernières années. Le producteur majeur est à nouveau les Etats-Unis avec 27-28 % de la production totale, et presque 50 % du volume mondial des exportations. La contribution de l'Union Européenne au marché mondial est en expansion mais avec un taux de progression inférieur à celui observé au niveau mondial.

L'émergence du Brésil est intéressante avec une position favorable pour l'export, confortée par une croissance vive lors des 5 dernières années. Ces exemples montrent ce qui se passe pour les différents secteurs animaux. Nous voyons que beaucoup de choses sont en train de changer, avec

le rôle nouveau joué par de nouveaux pays, ceux qui rejoignent bientôt l'Organisation Mondiale du Commerce.

Et maintenant, si nous revenons à la question de la mondialisation... La mondialisation veut dire que quelque chose est en train de bouger. Le défi consiste à essayer d'adopter des règles qui peuvent avoir un rôle important pour les pays en développement et qui ne donnent pas uniquement des avantages aux pays développés. Sur ce sujet, il faut dire que même si les choses avancent, il reste beaucoup de chemin à faire, tout particulièrement au sein des Conférences internationales comme à Seattle et à Doha, où le rôle joué par les pays en développement devrait augmenter.

Figure 11

Porcs (2002)			
	% Production	% Export	Part des export. dans la production %
Chine	50,9	3,9	0,3
UE-15	21,0	35,1	7,4
Etats-Unis	10,2	17,3	7,5
Brésil	2,6	7,7	12,9
Canada	2,1	19,4	41,7
Other Pays	13,2	16,7	5,6
Monde	100,0	100,0	100,0
Monde – 1000 tonnes	84.928	3.762	

Source: USDA

Figure 12

Volaille : dynamique du secteur 1997/2000			
	Production	Export	Consommation
Etats-Unis	+ 14,0	+ 22,5	+ 12,2
Chine	+ 20,6	+ 44,4	+ 20,1
UE-15	+ 8,2	+ 11,2	+ 8,7
Brésil	+ 49,8	+ 137,6	+ 37,7
Mexique			
Thaïlande	+ 40,7	+ 110,1	+ 23,8
Monde	+ 16,4	+ 39,9	+ 13,9

Variation des quantités: 1997/2000

Source: USDA

Jean-Claude Flamant

Je remercie Paolo De Castro d'avoir illustré, en réponse à la question « *A qui profite la globalisation ?* », la capacité de certains pays en développement à accroître leur poids économique dans le commerce mondial. Il nous faut revenir maintenant au niveau des territoires ruraux et à la situation des paysans. Et je m'adresse maintenant à Laurence Roudart : quelles sont, pour eux, les conséquences de la mondialisation et de son amplification ?

Laurence Roudart

Notre seconde présentation prendra appui sur les conséquences de la chute des prix agricoles. Ensuite, nous essayerons d'expliquer les mécanismes économiques de la crise généralisée de l'agriculture paysanne dans les pays en voie de développement. Enfin, nous nous intéresserons à l'économie générale et ses conséquences sociales.

Les mécanismes économiques de la crise des agricultures paysannes dans les pays en développement.

D'abord, quelques graphiques pour illustrer la **baisse des prix internationaux réels des produits agricoles**. (Figures 13, 14, 15). Concernant les céréales, le marché international représente seulement 12 à 15% de la production et de la consommation mondiales, ce qui signifie que ces marchés sont seulement des marchés résiduels. Quels sont les pays qui disposent de surplus exportables ? Ce sont les pays de la « *révolution agricole contemporaine* » et les pays de la « *révolution verte* ».

Mais qui peut encore être compétitif sur les marchés internationaux à bas prix ? D'abord les pays des latifundia de pays de l'Amérique Latine et aussi le Zimbabwe, l'Afrique du Sud, etc. Ils disposent de vastes étendues avec un foncier très bon marché. Ils utilisent les équipements motorisés et mécanisés les plus récents, ce qui explique qu'ils cultivent plus de 100 hectares par travailleur. Ils utilisent des variétés sélectionnées, des engrais chimiques, des pesticides, et ainsi, ils obtiennent 10 tonnes à l'hectare de grain-équivalent. Finalement, ils peuvent réaliser une productivité du travail de plus de 1000 tonnes par travailleur et par an. Comme ils payent la main d'œuvre à moins de 1.000\$ US par an, le coût de la main d'œuvre par tonne de céréale est inférieur à 1\$ US. Dans ces conditions, le coût total par tonne de céréales est inférieur à 100\$ US,

ce qui correspond sensiblement au prix actuel des céréales au cours mondial.

Qui peut être compétitif sur le marché mondial à 100\$ US pour une tonne de céréales ?

Les agriculteurs des pays développés peuvent aussi être très compétitifs car ils ont bénéficié de la « *révolution agricole contemporaine* » et ils sont très productifs. Mais, également, ils tirent des aides publiques une partie de leurs revenus, sinon ils ne seraient pas compétitifs.

Et qui encore est compétitif ? Ce sont des agriculteurs moyens ou gros de certains pays en développement où la « *révolution verte* » s'est opérée, avec des rendements élevés, mais avec des salaires extrêmement bas.

Par conséquent, en raison de la libéralisation du commerce agricole mondial, et grâce à une chute des frais de transport, les prix agricoles dans les pays en développement se rapprochent de plus en plus des cours mondiaux avec une tendance à la baisse. Ceci signifie une diminution continue des prix agricoles réels dans les pays en développement au cours des dernières décennies.

Quelles sont les conséquences de la baisse des prix pour les paysans de « l'agriculture orpheline » ?

Les 500 millions d'actifs agricoles et leur famille de « *l'agriculture orpheline* » représentent au moins un milliard d'habitants. Nous illustrons leur évolution sur 50 ans de la manière suivante :

-- Il y a 50 ans, une tonne de céréales sur le marché mondial coûtait plus de 400\$ US actuels. Il fallait alors 0,2 tonnes de céréales pour acheter son habillement 80 \$. Ainsi, un paysan produisant une tonne de céréales par an disposait encore de 0,8 tonnes pour nourrir sa famille, ce qui est effectivement équivalent aux besoins de 4

personnes (si nous limitons nos analyses aux besoins caloriques).

-- Il y a 25 ans, 1 tonne de céréales coûtait 200 \$ US actuels, donc le même paysan devait vendre 0,4 tonnes de céréales pour payer de quoi se vêtir, ce qui ne laissait plus que 0,6 tonnes de céréales pour nourrir sa famille;

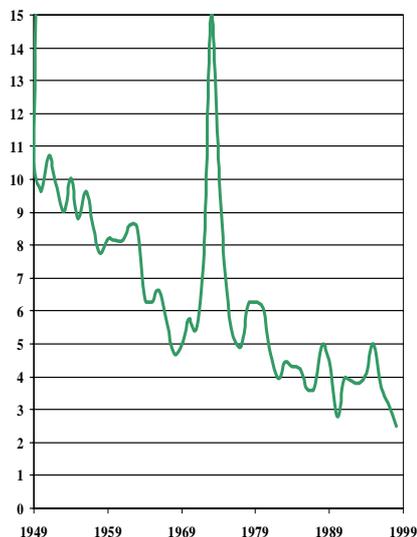
-- Aujourd'hui, avec un prix de 100 \$US la tonne, il lui faut vendre 0,8 tonnes de céréales pour acheter ce dont il a besoin, ce qui est absolument impossible parce que vous ne pouvez pas nourrir une famille avec seulement 0,2 tonnes de céréales par an !

Qu'est-il donc advenu à ces millions de paysans orphelins? Le déclin des prix agricoles réels, qui a entraîné une diminution de revenu, leur interdit d'investir dans les machines agricoles ou les animaux de trait, leur rend impossible d'acheter des intrants tels que pesticides, engrais, et variétés sélectionnées. Il en résulte que le développement est bloqué, et qu'ils continuent à travailler à la main avec de simples outils et sans utilisation d'intrants.

De fait, ils sont entrés dans un processus de paupérisation allant jusqu'à l'extrême pauvreté, avec l'absence d'accès aux soins, la faim, et finalement la migration vers les bidonvilles et le chômage. Rappelons à ce sujet que 70% des personnes mal nourries dans le monde vivent dans les zones rurales.

Cette crise sérieuse de l'agriculture paysanne dans les pays à bas revenu a eu des conséquences macro-économiques sévères : migrations rurales vers les zones urbaines, haut niveau de chômage, bas salaires, faibles ressources fiscales, dépendance alimentaire, pénurie de devises étrangères, endettement, dépendance économique, gouvernance difficile. Dans le monde d'aujourd'hui, 2,8 milliards d'hommes vivent avec moins de 2\$ US par jour et 1,2 milliards avec moins de 1\$ US par jour. Ceci signifie une forte limitation du pouvoir d'achat qui limite lui-même les possibilités d'investissements productifs et la croissance globale de ces pays.

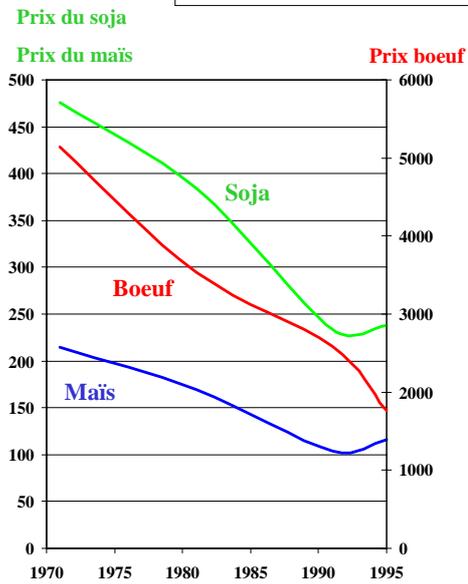
Chute du prix réel mondial du blé entre 1949 et 1998
(prix en dollars US par boisseau)



Source : J.-M. Boussard, INRA

Figure 13

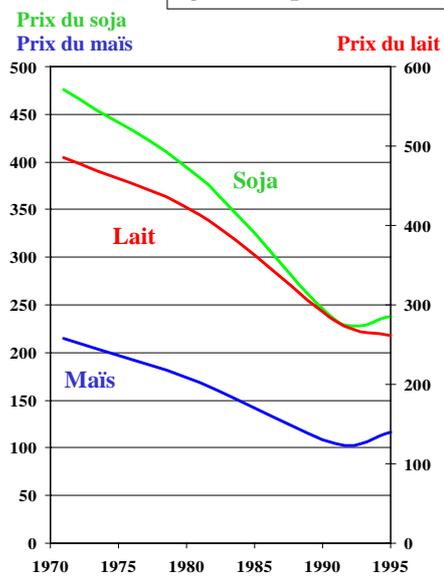
Chute des prix mondiaux réels des productions agricoles (prix 1990 en dollar US par tonne)



Source : IFPRI

Figure 14

Chute des prix mondiaux réels des productions agricoles (prix 1990 en dollar US par tonne)



Source : IFPRI

Figure 15

Jean-Claude Flamant

Avec la présentation de Paolo de Castro, nous avons retenu que certains pays en développement avaient bénéficié de la mondialisation et avaient progressé. Mais on voit par ailleurs, avec Laurence Roudart, qu'une grande partie des habitants des pays en développement ont de moins en moins de possibilité de profiter du progrès technique. Le moment est venu de nous intéresser maintenant à la situation de l'Egypte avec Saad Nassar.

Saad Nassar

Avant d'envisager ce point, je reviendrai sur la question posée par Laurence Roudart à propos du faible avantage apporté par la mondialisation : « *Qui peut encore être compétitif ?* En d'autres termes : « *Qui a des avantages comparatifs compétitifs ?* » En fait ces avantages comparatifs et compétitifs sont très évolutifs. Ils varient d'un moment à l'autre et d'un produit à l'autre. Je me souviens de mes anciens cours d'économie lorsqu'on nous enseignait - et que nous apprenions en même temps - que nous avions deux options : soit importer des produits de substitution, soit encourager l'exportation. Aujourd'hui ce n'est plus exact, car à moins que vous soyez capables d'être compétitifs, que vous ayez des avantages comparatifs et compétitifs, avec une meilleure productivité, une meilleure qualité, un coût de production inférieur et des prix plus bas... vous ne pourrez même pas exporter. Et même, vous ne pourrez pas placer vos produits sur le marché local. Parce que, en fait, vos consommateurs seront prêts à tirer profit de toutes les facilités offertes par des produits importés à coût inférieur, à prix plus bas et de meilleure qualité, et ils n'écouteront plus tels ou tels slogans nationalistes ou des choses de ce genre.

Le cas de l'agriculture en Egypte

Qu'en est-il de l'agriculture Egyptienne ? Le secteur agricole joue, vous le savez, un grand rôle dans l'économie de l'Egypte. Il contribue à hauteur d'environ 20% au produit national brut et pour 20% aux exportations. Environ 34% de la population ou des forces vives travaillent dans l'agriculture. Celle-ci est en charge de l'approvisionnement en nourriture d'une population croissante, contribuant aussi à nos propres industries agricoles et alimentaires et textiles. Elle apporte aussi les matières premières à de nombreuses industries du secteur agricole et à d'autres secteurs de l'économie.

Au cours des années 1960 et des années 1970, le secteur agricole en Egypte a été fortement orienté et contrôlé par l'Etat et le Gouvernement. Le choix des cultures, les prix, les importations, les exportations,

le contrôle des approvisionnements, tout était réglementé par une forte intervention de l'Etat. Le secteur agricole s'est toutefois rapidement libéralisé depuis les années 1980 dans le cadre d'une stratégie de développement agricole qui s'est prolongée au cours des années 1990.

Ce programme et cette stratégie ont eu pour résultat concret la privatisation totale du secteur agricole. Dans ce cadre, l'intervention du Ministère de l'Agriculture et du Gouvernement s'est limité aux domaines de la recherche agronomique et de la vulgarisation, l'assistance technique, les études économiques et à quelques initiatives de planification, les agriculteurs ayant désormais toute liberté de cultiver et de vendre ce qu'ils veulent.

Le bilan économique.

Ce n'est pas le seul changement qui a affecté l'agriculture. Durant les années 1960-1970, le secteur agricole avait suivi en Egypte ce que l'on a appelé une stratégie « **d'autosuffisance** ». Ceci signifiait que nous fermions notre économie pour produire ce que nous consommions et consommer ce que nous produisions. Or un tournant drastique a été opéré par rapport à cette stratégie. Nous sommes passés du concept d'« autosuffisance », vue de manière étroite, à une économie de « **sécurité alimentaire au sens large** ». Par ces termes, nous entendons qu'il faut augmenter les volumes de production et d'exportation des produits pour lesquels nous sommes compétitifs. En même temps, il s'agit d'importer les autres produits pour lesquels nous avons moins d'avantages comparatifs. Je souhaite souligner que les agriculteurs égyptiens ont largement répondu à ce programme de réformes économiques et de libéralisation, au transfert de technologie, au développement agricole, aux incitations par les prix.

Nous avons ainsi obtenu une augmentation des rendements et une sécurité alimentaire plus satisfaisante que lorsque nous nous étions limités à la stratégie d'autosuffisance des années 60-70. Celle-ci a d'ailleurs eu, globalement, des impacts très négatifs, non seulement pour l'agriculture mais aussi pour toute l'économie. En revanche, à présent,

grâce à la forte inflexion de notre stratégie, nous bénéficions de surplus de coton, de riz, de légumes et de fruits, de plantes médicinales et aromatiques et de fleurs coupées que nous exportons. Mais au même moment, nous importons une partie des autres produits alimentaires. Par exemple, 45% du blé consommé, ce qui correspond à un taux d'autosuffisance de 55% à comparer aux 25% du début des années 1980, et à mettre aussi en rapport avec l'augmentation de la population de 23 millions d'habitants depuis 1980 : notre taux d'autosuffisance pour le blé a augmenté grâce à l'accroissement des rendements à l'hectare et aussi des surfaces cultivées. Nous importons aussi une partie de notre viande rouge avec un taux d'autosuffisance de 75% seulement, et aussi une part importante (80%) de nos oléagineux. Pour le sucre, nous importons 20% de notre consommation totale dont le niveau moyen par habitant est l'un des plus élevés au monde, ce qui n'est pas bon. De même, nous importons une partie de nos machines agricoles et de notre équipement.

Nous affirmons qu'importer et exporter constitue un signe de bonne santé pour l'Egypte, plus favorable à la sécurité alimentaire au sens large que de pratiquer une économie fermée en consommant seulement ce que nous produisons et en produisant ce que nous consommons. Le secteur animal et l'élevage en Egypte contribuent à environ 30 à 40% du revenu agricole. Nous sommes autosuffisants pour les volailles, les œufs, le lait frais et les poissons - pour ces derniers, nous sommes à la fois importateurs et exportateurs, mais globalement la balance import - export est équilibrée. Evidemment, la technologie que nous utilisons dans le secteur animal est de nos jours très sophistiquée : insémination artificielle et même transfert d'embryons. Et le Collège d'Agriculture et le Centre de Recherches Agronomique de l'Université du Caire préparent, en collaboration avec d'autres universités, un projet de clonage.

L'agriculture de l'Egypte et les négociations mondiales.

Pour répondre à la question du défi de la mondialisation dans le secteur agricole, vous savez tous que l'on engage la deuxième partie des négociations sur les échanges commerciaux agricoles au sein de l'OMC. L'Egypte est membre du GATT depuis 1970 et de l'OMC depuis le début en 1995. Nous avons conclu des accords de partenariat avec l'Union Européenne pour le secteur agricole qui sont actuellement débattus au cours de la présente session de l'Assemblée Nationale en vue de sa mise en œuvre.

Evidemment, nous sommes également membres du CIHEAM¹, avec les autres pays du sud et du nord de la Méditerranée : plusieurs points ont ainsi été discutés lors d'une Rencontre à Athènes (en novembre 2000) comme par exemple la multifonctionnalité de l'agriculture et du territoire, et évidemment le régime alimentaire Méditerranéen ; également, nous avons pensé créer des observatoires et mettre en œuvre des programmes intensifs sur le développement rural intégré. L'Egypte est également membre du COMESA² qui regroupe 21 pays Africains et nous négocions un accord de libre échange avec les Etats-Unis. Nous avons établi une zone de libre échange entre les Pays Arabes, initiée en 1998, et dans ce cadre nos droits de douane diminueront de 10% par an, ce qui veut dire qu'au bout de 10 ans nous pourrions parvenir à un « marché commun ». Mais certains pays ne veulent pas attendre 10 ans et ont d'ores et déjà engagé la constitution d'un Marché Commun Arabe regroupant l'Egypte, l'Irak, la Jordanie et la Syrie, rejoints par d'autres pays, afin de lever plus rapidement les barrières douanières entre les pays sans attendre 10 ans pour parvenir à la zone de libre échange. Nous sommes également membres du G15 et du G8 et du CGIAR (Groupe Consultatif de la Recherche Agronomique Internationale).

L'Egypte a rempli ses engagements et ses obligations vis-à-vis des organisations du commerce mondial en révisant ses règles d'échanges commerciaux en 1999. Ceci implique la réduction du soutien aux exportations agricoles, la réduction des aides nationales à la production et la baisse des taxes à l'importation. Quelquefois, nous sommes même allés au-delà de nos obligations. Par exemple, pour le sucre, nous avons abaissé nos taxes à l'importation d'environ 22-28%. Ces taxes se situent maintenant à des taux de l'ordre de 10-15% et même parfois de 5-10%. De même, pour le blé, les taxes à l'importation sont maintenant aux alentours de 5%, voire même en dessous des taux de référence, à seulement 1% parfois. Nous avons supprimé toutes les limitations à l'importation des volailles, avec des conséquences sur les taxes à l'importation : ainsi nous sommes partis d'un haut niveau de taxes à 80%, réduits à 70, puis à 60%, et nous procédons même à une diminution progressive conformément aux règles de l'OMC. Les droits de propriété intellectuelle ont été discutés au sein de l'Assemblée nationale et un accord est en cours de mise au point.

¹ CIHEAM : Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes : www.ciheam.org

² COMESA : Common Market for Eastern and Southern Africa (Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe) : www.comesa.int

Nous avons commencé la seconde phase des négociations agricoles à Genève en mars 2000. Deux à trois groupes ou sous-groupes de pays sont impliqués. Le premier groupe est évidemment le groupe dit « de Cairns » – chacun d'entre vous le sait, il est soutenu par les USA, et il est favorable à la libéralisation du commerce agricole – une libéralisation totale - bien que l'agriculture des USA soit une agriculture subventionnée d'une manière ou d'une autre. Le second groupe est celui de l'Union Européenne auxquels se joignent quelques pays nordiques comme la Norvège. L'Union Européenne défend que l'agriculture relève non seulement de la logique du commerce, mais qu'elle a un caractère « multifonctionnel », c'est-à-dire qu'elle assure plusieurs fonctions, par exemple la sécurité alimentaire, le développement rural intégré, la présence d'une population rurale, la création d'emplois, le paysage, etc. etc. L'Europe formule également l'idée que si le projet est réellement de s'engager dans la libéralisation des marchés agricoles, il faut le faire dans un cadre global de négociation au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce. Après la Conférence de Seattle et son échec, la conviction de l'Europe est que pour s'avancer dans la voie de la libéralisation des produits agricoles, il fallait envisager d'autres questions telles que compétition, transparence, modalités de gouvernement, organismes génétiquement modifiés, environnement, travail des enfants, et encore d'autres problèmes sur les investissements et leur efficacité.

En ce qui concerne les pays en développement, certains d'entre eux comme l'Inde et le Pakistan et d'autres, formulent l'opinion que, oui, l'agriculture a plusieurs autres objectifs et fonctions tels que la sécurité de l'approvisionnement alimentaire et le développement rural. La position de l'Egypte, comme je l'ai mentionné, est que nous sommes engagés dans la voie de la libéralisation du commerce des produits agricoles et, de fait, nous n'accordons plus réellement de subventions à l'agriculture : toutes les aides ont été supprimées, et nous n'avons que très peu de soutiens à la production du coton - ils concernent les pesticides. Nous n'avons plus d'aides aux exportations et les taxes à l'importation – comme je l'ai dit – sont totalement conformes à nos obligations et engagements.

En même temps, nous avons des avantages comparatifs pour certaines productions telles que le coton, le riz, les légumes, les fruits, les plantes médicinales et aromatiques, et les fleurs coupées. Et ceci a constitué pour nous un atout lorsque nous avons engagé nos négociations de partenariat et d'association avec l'Union Européenne. Le chapitre

le plus difficile a été celui de l'agriculture parce que, nous, nous faisons l'option d'une zone de libre échange, comme pour l'industrie. Mais, évidemment, ceci n'a pas été accepté à cause de la PAC (Politique Agricole Commune) de l'Europe. Simultanément, nous avons cherché à obtenir – c'est bien normal – des bénéfices réciproques pour l'Egypte et pour l'Europe, et nous sommes arrivés à des accords globalement acceptables. Nous disposons de quotas suffisants pour satisfaire nos exportations agricoles sans droits à certaines saisons de l'année, et nous introduisons de nouveaux produits dans les accords et nous pouvons même réduire les taxes lorsque les exportations dépassent les quotas et sont hors saison.

La position de l'Egypte est encore en cours de négociation avec l'OMC lors de ce second « round » de négociations sur l'agriculture : nous nous sommes déclarés « pro-libéralisation » mais toutefois, avec un traitement préférentiel appliqué aux pays en développement. Nous sommes également favorables à la création d'un fonds de compensation pour les pays en développement qui sont importateurs nets de produits alimentaires et en particulier pour ceux qui sont les plus défavorisés, et pour lesquels il est justifié qu'ils bénéficient d'un dispositif de subventions et de traitement préférentiel. Nous sommes aussi favorables aux mesures concernant la protection de l'environnement et le travail des enfants. Mais nous n'acceptons pas que les dispositions adoptées soient une sorte de discrimination pour éviter, ou pour se protéger, ou pour s'opposer à l'exportation des produits agricoles effectués par des pays en développement vers les pays développés.

Evidemment, pour les produits animaux, il nous est possible de décider d'interdire l'importation des volailles : parfois nous prenons des mesures de nature sanitaire, par exemple en matière de santé animale, de taux d'humidité ou de graisse, des exigences aussi en matière de mode d'abattage, des interdictions sur l'importation de certains morceaux. Mais ce sont des mesures techniques plutôt que des barrières non-tarifaires. Evidemment, nous importons aussi des aliments et des fourrages pour les animaux, parfois des vaccins pour les volailles et autres animaux d'élevage. Nous importons aussi des souches parentales et grand - parentales de volailles et nous exportons aussi des vaccins et nous sommes sur le point d'exporter des souches d'animaux sélectionnés. Enfin, la filière volaille importe des chaînes d'abattage et des réfrigérateurs.

Les résultats de la politique agricole.

Tout ceci signifie que, en gros, l'Égypte tire avantage de la libéralisation et, comme je l'ai dit, le secteur agricole et les agriculteurs se sont montrés hautement réactifs aux dispositions de transferts de technologie et d'incitation par les prix. Deux millions d'hectares ont été distribués au cours des vingt dernières années et le rendement des cultures stratégiques a augmenté. Nous sommes les premiers pour les rendements en culture du riz, de la canne à sucre ou du sorgho. Nos exportations progressent et nos importations diminuent. La sécurité de l'approvisionnement alimentaire de l'Égypte s'améliore malgré l'augmentation de la population, ainsi que le revenu net des exploitants agricoles. Le taux de croissance du secteur agricole dans les années 1980 s'élevait à 2,6% par an; dans les années 1990, il était environ de 3,4% par an ; et maintenant, nous nous approchons de 3,8% par an, et nous nous donnons comme objectif d'atteindre un taux de croissance annuel du produit intérieur brut de 4,1% pour le secteur agricole. Il est utile de mentionner que le taux actuel d'augmentation de la population est de 2,04% avec des projections de 1,8 à 1,5% en 2017. Ceci signifie qu'il y a une réelle progression du revenu individuel de la population si l'on met en rapport la croissance de l'agriculture à 3,8% et la croissance de la population à 2,1%, alors que l'économie Égyptienne progresse globalement à un rythme annuel de 5 à 6%.

La structure de l'agriculture égyptienne s'engage maintenant dans une phase de croissance – avec une augmentation de 1,3 millions d'hectares cultivés durant les 20 prochaines années, ce qui correspond à un taux de croissance de 4,1%, une croissance qui n'est pas uniquement horizontale mais verticale. Ainsi, le niveau de consommation de protéines animales par personne qui était de 18 grammes par jour dans les années 80, se situe actuellement à 22g - et nous programmons qu'il atteigne 30 à 35 g en 2017.

En conclusion

En matière agricole, nous sommes favorables par dessus tout à une libéralisation du commerce international avec un traitement préférentiel pour les pays en développement. Comme l'Union Européenne, nous croyons fermement au caractère multifonctionnel de l'agriculture dans les territoires ruraux. Et évidemment, nous nous prononçons pour l'étude des effets des décisions de l'OMC sur le rythme de croissance de l'agriculture dans les pays en développement, et sur le taux de croissance des exportations et des importations au cours des 5 dernières années. Ceci pourrait fournir une base pour les négociations de la seconde phase qui a commencé ces jours - ci. Mais comment admettre que ces négociations durent encore 2 ou 3 ans ? De toute manière, elles doivent être engagées afin d'obtenir un accord général qui ne soit pas seulement au profit des pays développés, mais aussi des pays en développement.

3. Questions et débats

Patrick Cunningham

Je remercie bien vivement le Professeur Saad Nassar pour son exposé complet sur les succès de l'Egypte au cours des récentes décennies.

Il est désormais temps d'ouvrir le débat car il est dans notre intention non seulement d'écouter des exposés mais aussi de débattre des idées.

Qui a le pouvoir ?

Kurt Peters, Allemagne

J'aimerais savoir comment est-il possible qu'un marché mondial de céréales concernant seulement 12% de la production totale puisse avoir de l'influence sur les prix - et je suppose que le volume du commerce des produits animaux doit être du même ordre de grandeur. Comment une si faible quantité peut-elle influencer les prix intérieurs chez nous ? Je ne comprends pas.

Laurence Roudard

Douze à quinze pour cent du volume mondial, produit ou consommé, cela peut dire un pourcentage beaucoup plus élevé de production, ou de consommation, pour un pays donné. Tout est question de proportion. En Egypte, par exemple, 45% du blé consommé est importé. Lorsque les céréales entrent dans un pays sans barrière douanière, elles entrent au prix CIF³ auquel elles arrivent en tenant compte du taux de change, du prix du transport et du coût de mise en marché. Dans un tel cas, la compétition internationale est tout ce qu'il y a de plus sévère pour les producteurs locaux lorsqu'ils sont situés près du port d'importation.

Patrick Cunningham

Puis-je abuser un peu de ma position pour ajouter une question ? Le commerce international des grains est le moteur du développement de l'élevage. Il intervient dans la compétitivité d'activités qui réalisent toute la transformation de ces grains en produits animaux telles que la production intensive de porcs, de volailles et de lait.

Nous voyons que maintenant l'industrie avicole Européenne se délocalise au Brésil : c'est là qu'est produit le grain. Elle se délocalise depuis les lieux où le grain était traditionnellement apporté là où se trouvait le marché. Ma question est la suivante : est-ce que ce mouvement va continuer ? Est-ce que

l'élevage intensif européen va se déplacer dans le futur vers les pays où l'on produit le grain ?

Adel Aboul-Naga, Egypte

J'ai été associé à la mise en œuvre de l'accord international concernant le traitement spécial des pays dépendant majoritairement de l'importation de biens alimentaires. Je sais que l'accord a été signé il y a 8 ans... sans qu'il soit encore appliqué à ce jour. Ainsi, je pense qu'il est temps de voir si les accords sur lesquels nous comptons sont mis en œuvre ou non, ou sinon quel est le sens de nouveaux accords. Peut-être ne veut-on pas que les pays en développement poussent à la mise en œuvre de ces accords qui impliquent des obligations pour les pays développés...

Patrick Cunningham

Dr Aboul Naga évoque le fait que des accords sont non appliqués ! Est-ce un problème et faut-il le prendre en considération ? Qu'en pense les membres du panel ?

Saad Nassar

Oui, c'est un problème ! C'est pourquoi nous avons demandé lors de l'ouverture de la deuxième phase des négociations que soit effectuée une évaluation des impacts des engagements et des obligations des différents pays développés et des pays en développement en rapport avec le rôle de l'OMC. Depuis que le principe de sa création a été admis, les ministres de l'OMC ont accepté qu'il soit un fonds de compensation pour les pays qui seront touchés par l'augmentation de la facture liée aux importations à partir des pays développés, résultant de la diminution des aides à l'exportation. Il n'a pas été mis en œuvre et lorsqu'on nous demande comment cela se fait-il que les pays développés n'ont pas rempli leurs obligations, on nous rétorque que les prix ont baissé et que les importations ont aussi baissé dans certains pays. Si cela est vrai pour certains pays, ce n'est pas toujours le cas pour tous. Lorsque nous demandons l'obligation du respect complet des engagements, cela signifie que nous devons évaluer les impacts avant de passer à de

³ CIF : Cost, Insurance, Freight. Prix convenu entre le gouvernement d'un pays importateur et une compagnie comprenant le coût du produit, l'assurance et le fret

nouvelles phases de négociation alors que nous nous sommes tous engagés à remplir nos obligations.

Paolo de Castro

Quelques commentaires sur les négociations car j'ai moi-même participé à Seattle et j'ai remarqué quelque chose d'important pour la réflexion. Pour comprendre pourquoi les engagements sont ou non respectés, il faut porter plus d'attention au groupe des pays qui définissent ensemble la stratégie. Ainsi, les pays Méditerranéens vont souvent seuls aux négociations. Ils ne travaillent pas ensemble le sujet. Prenez l'exemple du débat qui est intervenu après le processus de Barcelone. Une forte opposition s'est manifestée de la part des pays du nord de l'Afrique contre la politique de l'Union Européenne qui avait approuvé le projet MEDA. Mais il y avait une absence de propositions communes, quelque chose qui aurait montré que nous sommes tous d'accord pour pousser la Commission à changer. Ainsi, quelquefois nous devrions jouer comme formant une équipe.

A Doha, nous avons vu quelque chose de semblable. Considérons par exemple les Etats-Unis. La position des Etats-Unis à Doha était très ferme ! Contre les aides à l'exportation, contre les fortes sommes payées par les gouvernements de l'Union Européenne ! Et puis, quelques semaines après, l'administration américaine approuvait le « Farm Bill » : une loi dotée d'un budget important, et dont la majeure partie était destinée aux agriculteurs ! Ainsi, il est important d'avancer non seulement quelques idées mais des idées très claires et que l'on défend ensemble. Je pense que les pays Européens et ceux du Nord de l'Afrique peuvent faire beaucoup de choses ensemble. Les pays Méditerranéens peuvent jouer un rôle déterminant lors des négociations internationales.

Patrick Cunningham

Peut être un exemple supplémentaire de cohésion est-il à rechercher dans le groupe de Cairns, un petit groupe d'exportateurs qui ont été efficaces en amenant la négociation mondiale sur leur propre ligne de négociation.

Qui gagne ? Qui perd ?

Alessandro Nardone, Italie

Le thème de la Table Ronde est celui de la mondialisation dans le secteur des productions animales : « Qui en bénéficie ? ». Pour moi, à partir des éléments apportés par les Professeurs Mazoyer et Roudart, il est clair qu'il faut dire : « Qui est perdant ? » Et qui perd... ce sont des centaines de milliers d'actifs agricoles ! Pouvez-vous nous donner quelques éléments sur les bénéfices qu'en tirent les consommateurs dans le monde, ceci sous forme simple et aussi claire que ce que vous avez montré dans la comparaison du nombre de tonnes de grain nécessaires à l'achat de l'habillement et de celles laissées à l'agriculteur pour nourrir sa famille ?

Saad Nassar

C'est une question très pragmatique, évidemment. Du point de vue de la théorie, vous pouvez donner une réponse, mais en pratique celle-ci doit faire l'objet d'une évaluation. Parce que, théoriquement, cela a été très bien dit par les conférenciers : « **Qui est bénéficiaire ? Qui est dans la course ? Qui peut entrer en compétition ?** »... Celui qui est compétitif, c'est celui qui a des avantages comparatifs, celui qui peut produire avec une productivité plus élevée, qui obtient une meilleure qualité des produits, avec des coûts de production les plus bas. Et évidemment, ces avantages sont très évolutifs. Cela dépend aussi de la technologie mobilisée pour la production. Evidemment, la

technologie est plus avancée et plus sophistiquée dans les pays développés qui bénéficient aussi des droits de propriété intellectuelle. Après 2004, je pense que le futur sera vraiment sombre pour les pays en développement. Je pense que ce sera vraiment difficile et coûteux pour eux, sauf s'ils bénéficient d'un réel appui de la part des pays développés. Car, à moins que vous disposiez d'une technologie sophistiquée et de variétés à haut rendement, quels que soient les moyens de production et toutes ces choses telles que les machines et les équipements... à moins que vous ayez vos propres ressources, je pense qu'il sera très difficile pour la plupart des pays en développement d'être compétitifs. Tout dépend de la technologie, je veux dire par-là de la capacité de produire avec une productivité plus élevée au coût le plus bas et être ainsi capable d'être compétitifs avec des prix bas.

Laurence Roudart.

Il n'y a pas de dichotomie entre producteurs-vendeurs d'une part et consommateurs-acheteurs d'autre part : les producteurs sont aussi des consommateurs. La plupart des agriculteurs dans le monde consomment leurs propres produits et encore une fois, c'est parmi eux que l'on compte le plus de gens mal nourris. La plupart d'entre eux vendent leur produit dès la récolte et achètent des aliments pendant les semaines, les mois précédant la récolte suivante. Par ailleurs, les prix à la consommation n'ont pas diminué dans les mêmes

proportions que les prix à la production. Comparez seulement le prix du blé et celui du pain !

Patrick Cunningham

Permettez-moi d'ajouter un commentaire : ceux qui plaident le plus fortement au niveau international pour la mondialisation du marché prétendent que les bénéficiaires sont très largement les consommateurs et particulièrement les consommateurs les plus pauvres. Ici, nous parlons largement des producteurs, même si ceux-ci sont aussi des consommateurs. Mais l'accord au niveau international est motivé par le bénéfice des consommateurs. Or vous soulignez que les consommateurs n'en ont pas tant profité. Nous pourrions prendre le cas des 16 millions de personnes vivant au Caire et qui sont tous des consommateurs, et parmi lesquels bien peu sont producteurs. Ont-ils bénéficié de la mondialisation ?

Saad Nassar

Oui!! Si, théoriquement, les prix des produits à importés baissent, le consommateur des zones urbaines en bénéficiera. Mais la mondialisation ne va pas conduire nécessairement à cela de façon automatique, car même quelquefois la mondialisation se traduit par une augmentation des prix des biens importés, comme je l'ai déjà dit. En effet, lors du processus de la mondialisation, si vous réduisez l'aide à l'exportation en provenance des pays développés et les aides à la production intérieure, alors les cours mondiaux, les prix à l'importation pour les pays en développement vont théoriquement augmenter. Ceci dépend évidemment de l'élasticité de la demande, et de l'élasticité de l'offre également. Le problème est que tous ces changements ne s'opèrent pas de la même façon dans le monde. Quand nous disons que la

production augmente et que les prix baissent, cela peut arriver dans un pays et ne pas être le cas dans plusieurs autres. La production peut augmenter seulement dans un pays mais diminuer dans d'autres; ainsi, la tendance des prix peut ne pas être la même.

Quelquefois, quand les cours mondiaux montent et que la facture à l'importation augmente, cela peut avoir des effets négatifs pour le consommateur, mais au même moment cela peut encourager le producteur à augmenter sa production en raison des prix élevés. Donc, pas de réponse simple. Tout doit être calculé et évalué, et les conséquences des changements mesurées. Ce n'est pas aussi simple que cela. Si la production de blé augmente au niveau international, cela veut dire que les prix vont baisser, que tous les consommateurs en bénéficieront et que les producteurs vont y perdre.

Laurence Roudart

Clairement, le pouvoir d'achat dans de nombreuses villes, Le Caire par exemple, est très bas. Mais c'est aussi la conséquence de prix agricoles très bas dans le pays. Comme vous le voyez, les villes sont pleines de chômeurs ou de personnes sous-employées, des gens qui ont quitté leur village à cause de la faiblesse des prix : le résultat est que leur revenu est devenu trop faible pour survivre. Le problème est dans l'identification des causes premières. Vous ne pouvez pas justifier des prix agricoles bas par un faible pouvoir d'achat consécutif à des prix agricoles bas.

Patrick Cunningham

Très clairement aussi, c'est un sujet qui peut nous prendre encore des heures. Ainsi, Sandro Nardone lorsque tu as posé la question, c'était de la bonne provocation !

Est-ce que la mondialisation du commerce entraîne la mondialisation des problèmes ?

Dominique Girard, CIRAD, Montpellier, France

Je voudrais mettre sur la table deux autres sujets de discussion. Tout d'abord, vous avez parlé de la chute des prix et des aides, et de l'évolution du marché mondial. Mais, j'aimerais savoir deux choses: l'une concerne la santé animale, l'autre l'environnement. La mondialisation et l'augmentation des échanges aggravent la dissémination des maladies épidémiologiques avec des effets désastreux sur les systèmes de production au Nord et au Sud. Ainsi, qu'en est-il des barrières non tarifaires et du fait que les normes sont seulement édictées par les gens du Nord ? Il n'y a

personne des pays en développement qui interfère en tant qu'expert pour définir les normes et pour voir comment inclure les problèmes que rencontrent les pays du Sud pour exporter vers le Nord. La seconde question concerne le commerce et les échanges. Nous sommes plongés dans le débat sur la mondialisation. Nous travaillons tous dans le même monde et ces questions deviennent fondamentales. Le développement durable des pays développés est une question centrale et je suppose que nous obtiendrons des réponses globales à l'issue des Conférences de Rio, ou lors de Tables Rondes comme celle-ci, ou dans le cadre des débats prévus à Séoul.

Patrick Cunningham

Vous venez de soulever une question importante. Est-ce que la mondialisation des marchés s'accompagne d'une mondialisation des problèmes? Et il faut y associer la transmission des maladies, et la question de savoir si certaines barrières érigées sont des barrières réelles. En d'autres termes, avons-nous des impressions ou des certitudes au sujet de ces discussions sur les barrières non tarifaires. Est-ce raisonnable? Qui peut répondre à cela? Quelqu'un, parmi les membres du panel a-t-il des éléments dans ce domaine et veut s'exprimer?

Saad Nassar

Les barrières non tarifaires peuvent avoir plus de poids que les barrières tarifaires elles-mêmes dans le commerce international. Les barrières non tarifaires concernent la santé animale, la protection des végétaux et les mesures sanitaires. Parfois, elles sont utilisées de façon frauduleuse et discriminatoire - nous avons de l'expérience en la matière - et elles ont été utilisées par différents pays. Au sein de l'OMC, nous avons eu l'expérience du dumping, des barrières de protection, de l'utilisation d'arguments comme celui de la santé

animale et de la protection des végétaux. En Egypte, par exemple nous avons eu le cas de la pourriture brune de la pomme de terre. Lors de nos importations, nous avons connu les problèmes de dioxine avec les poulets, de l'ESB avec la viande bovine. Et lorsque les problèmes de santé animale interviennent, les réactions varient selon les pays. Je considère que si nous utilisions toujours ces barrières de façon honnête, ce serait parfait, mais ce n'est pas toujours le cas, et les conséquences sont plus sévères pour les pays en développement qui n'ont pas toujours les moyens d'évaluer ou d'utiliser ces barrières non tarifaires. Les barrières tarifaires sont très faciles à utiliser, tandis que les barrières non tarifaires peuvent être maniées de différentes manières et à moins de les utiliser d'une façon correcte, ce n'est pas jouer franc jeu.

Patrick Cunningham

Si je comprends bien, vous dites que les barrières non tarifaires fonctionnent plus à l'avantage des pays développés que des pays en développement, et je pense que c'est probablement une conclusion justifiée.

Qui est responsable?

Aimé Aumaitre, France

Nous avons assisté à une diminution constante des prix des produits animaux à la ferme lors de ces dernières décennies. Qui est responsable? J'aurais aimé entendre la réaction du secteur de la distribution. En particulier quelle est la responsabilité des supermarchés dans cette situation?

Patrick Cunningham

Est-ce qu'un membre du panel veut traiter de la question? Je peux peut-être ajouter un bref commentaire car c'est une partie importante des études qui sont entreprises par la FEZ. Et nous avons des informations en provenance d'Allemagne, et peut être encore de meilleures données en prove-

nance des Etats-Unis, qui montrent que la part qui revient à l'éleveur dans le prix payé par le consommateur a baissé de 40% à 20%, soit de 38% il y a 20 ans à 20% aujourd'hui pour l'ensemble des produits. Et le même phénomène s'est produit dans toute l'Europe. La baisse est liée au pouvoir des supermarchés. Et nous observons qu'en Europe, plus spécialement en Europe du Nord, 90% de l'alimentation sont négociés par les cinq chaînes de distribution les plus puissantes. Et par ailleurs, ces chaînes transnationales contrôlent de plus en plus l'ensemble du commerce : elles ont doublé leur part de marché de 13 à 26% lors des 10 dernières années. Les choses vont ainsi dans les pays développés.

Produire différemment ?

Klaus Meyn, Allemagne

J'ai deux questions portant à la fois sur l'offre et la demande. On n'a pas mentionné l'apparition de surplus de céréales en provenance des pays de l'Europe de l'Est, plus spécialement de l'Ukraine et de la Russie. Et on n'a pas parlé non plus de l'émergence d'un pouvoir d'achat énorme en provenance des pays d'Asie qui représentent 60% de la population mondiale. J'évoquerai la Chine,

l'Inde, et les pays de l'Extrême Orient qui sont en développement et qui progressent maintenant dans la satisfaction de leur goût pour les produits d'origine animale.

Paolo de Castro

Evidemment, si vous évoquez le potentiel d'importation de céréales par les pays Européens, la mondialisation pourrait expliquer son

augmentation. Si vous considérez la situation des pays importateurs nets comme l'Italie, il est plus économique d'acheter des grains, du maïs, du soja en provenance des pays à faible coût. C'est plus facile lorsqu'il n'y a pas de barrière, pas d'aide à l'export : alors on achète au moins cher. Mais ceci signifie évidemment que l'on doit réorganiser la production. On ne peut plus produire une "alimentation différente". Pour ma part, je pense que nous devons produire des aliments plus spécifiques, plus typiques et liés au territoire et aux traditions. Autrement, nous ne serons pas capables de soutenir la compétition mondiale, tout particulièrement en ce qui concerne le niveau Européen. Cela dépend des pays et des situations... Mais si l'on se situe uniquement dans l'optique d'une compétition sur les prix, nous n'avons aucune chance de gagner, car il y aura toujours dans le monde un pays où l'on pourra produire moins cher grâce au coût de la main d'œuvre moins élevé, avec un prix du foncier moins cher. Il sera difficile de gagner la compétition si le coût de production est notre seule force. Mais les Européens ont la chance d'avoir de nombreuses traditions culinaires, comme d'ailleurs aussi les pays Méditerranéens ! Je pense aux fromages, au vin, à l'huile d'olive, à de nombreux produits traditionnels que l'on ne peut pas produire ailleurs. Nous devons accorder beaucoup d'attention aux produits de ce type pour lesquels les différences sont d'autant plus marquées dans le monde, que c'est le territoire qui fait la différence entre l'huile d'olive produite en Tunisie, en Espagne, en Italie. Vous pouvez vendre une partie de votre territoire et de vos traditions. Ainsi, vous pouvez obtenir des prix élevés si vous mettez de la différence dans le produit. En l'absence de tradition, vous pouvez seulement produire du grain, mais il est difficile de faire la différence entre du grain de l'Arizona, du grain du Canada ou du grain d'Australie. Ceci signifie qu'il serait très difficile pour les pays Méditerranéens de réussir dans l'exportation des grains!

Jean Boyazoglu, FEZ

Je voudrais juste appuyer ce qui vient d'être dit par Paolo. Les produits et le commerce dépendent de l'aire géographique et des consommateurs. Dans la majorité des pays d'Europe et du Bassin Méditerranéen, il est question de qualité, de traçabilité, d'origine, de terroir et d'habitudes alimentaires. Ma question est la suivante : pourquoi, dans cette approche de la mondialisation, avons-nous tendance à oublier qu'il y a des consommateurs qui peuvent payer pour des produits de qualité, qu'il s'agisse de produits locaux ou de produits importés ? Dans le cas des produits animaux, cela peut être encore plus important que dans le cas des autres produits. Si je reviens sur l'un de vos graphiques, je me

souviens de ma grand'mère à Alexandrie qui me disait : "J'utilise seulement du coton à longue fibre lorsque je fais un rideau". Est-ce que le problème de la chute du prix du coton dans les pays ne provient pas des régions qui produisent un coton de plus basse qualité, et qui ne possèdent pas une « appellation d'origine »⁴, l'appellation d'origine du coton d'Egypte ?

Paolo de Castro

J'approuve tout à fait les propos de mon ami Jean. Le principal problème est le suivant : comment au niveau Européen, mondial, et au niveau de l'OMC envisager les problèmes non exclusivement commerciaux ? En effet, vous savez que le chemin est difficile pour préserver les règles européennes sur les dénominations géographiques, car de nombreux pays de l'OMC y sont opposés. D'abord, les Etats Unis, mais aussi les pays du groupe de Cairns, comme le Canada ! L'une de nos principales forces est de pouvoir maintenir des prix plus élevés, et de ne pas produire des produits de masse pour lesquels il est très difficile d'être compétitifs au niveau mondial ; nous devons mettre la différence dans nos produits, et nous possédons ces différences, vraiment. Si vous prenez l'exemple des fromages ou des produits de charcuterie comme le prosciutto ou le jambon ou autres... l'Europe a plus de 500 dénominations d'origine. Rien qu'en Italie, nous avons plus de 2.000 produits en attente de qualification, la même chose en Espagne, en France et dans les autres pays. C'est comme si la tradition était intégrée aux produits. Prenez l'exemple du vin : vous obtenez un meilleur prix grâce à la tradition parce que c'est un vin qui provient des vignes des collines du Chianti.

Ainsi, nous pouvons aussi envisager le bon côté de la mondialisation. La mondialisation n'a pas que des effets négatifs. Ce n'est pas seulement la guerre ! Bien sûr, la mondialisation signifie une compétition plus élevée, elle crée toutes sortes de problèmes, et elle peut même entraîner une baisse des prix. C'est vrai ! Mais en même temps, nous pouvons trouver des consommateurs dans le monde entier ; ceux qui peuvent acheter plus cher des produits spécifiques provenant de régions spécifiques. C'est le nouveau défi pour les produits agricoles : haute qualité, haute qualité alimentaire - et je ne parle pas seulement des propriétés organoleptiques mais de la tradition incorporée au niveau de la fabrication. C'est un grand défi et je sais qu'à Genève, on prépare la prochaine réunion des négociations internationales de l'OMC en faisant l'analyse que les systèmes de dénomination géographique relèvent des dispositions non tarifaires, ce sont les « trips »⁵, c'est comme ça

⁴ En français dans le texte anglais

⁵ trips : « trade-related aspects of intellectual property rights » ; en français : « dimension commerciale des droits de propriété intellectuelle »

qu'on désigne ces questions. Cependant ces questions figurent tout à fait à la fin de l'agenda et c'est un problème, un problème comparable à celui que nous avons avec le Codex Alimentarius ou que nous avons encore avec le Parmesan que nous avons introduit il y a quelques semaines au niveau de la Cour Européenne de Justice avec des arguments en sa faveur. C'est un nouveau problème à gérer, et qui n'est pas un problème facile car tous les pays n'ont pas les mêmes possibilités. Mais c'est une des voies auxquelles nous devons penser. Je considère que la communauté scientifique devrait travailler plus à ce propos.

Saad Nassar

Le coton d'Egypte, c'est une longue histoire, une très longue histoire...

Patrick Cunningham

Pouvez-vous nous en parler... brièvement ?

Saad Nassar

Le coton d'Egypte, c'est le coton qui a la meilleure qualité au monde, de la catégorie "extra long stable" (fibre extra longue).

Mais traditionnellement, son prix relevait de l'intervention publique, dans les années 1960-1970, avec un cours inférieur au cours mondial. Les agriculteurs ont alors abandonné le coton au profit des légumes et des fruits qui n'étaient pas soumis aux mêmes règles. De plus, l'ensemble de nos échanges commerciaux se faisait essentiellement avec la Russie, l'Union Soviétique, et les pays de l'Europe de l'Est, non pas sur une base

d'échanges économiques mais dans le cadre d'accords de trocs bilatéraux. Nous leur fournissions du coton et ils nous donnaient autre chose en échange. Alors, les agriculteurs ont abandonné le coton, car c'était « *la culture du gouvernement* » et non la leur en propre. Et, ce coton payé aux producteurs à prix bas était destiné à soutenir l'industrie textile, mais au détriment des agriculteurs évidemment. Et, de plus, l'industrie textile utilisait le coton à longue fibre pour la fabrication de produits manufacturés et de vêtements de qualité inférieure, au lieu de le transformer en produits de haute qualité : en conséquence, ce que l'on appelle la valeur ajoutée était très basse et même négative pour notre industrie.

Aujourd'hui, le coton regagne du terrain depuis que les agriculteurs vendent leur produit au cours mondial, alors qu'auparavant ils n'en obtenaient que le tiers. Les rendements augmentent grâce à de nouvelles variétés créées par les Centres de Recherches Agronomiques. Car, si nous devons soutenir notre industrie textile, ce ne doit pas être au détriment des agriculteurs mais à partir du budget de la nation. Nous avons reconquis environ 40 marchés internationaux perdus au cours des 20 dernières années. Le coton est aujourd'hui considéré comme un secteur qui n'est pas seulement une culture mais une industrie à part entière. Le coton s'exporte, permettant aussi de produire de l'huile et des aliments du bétail, et il est très demandeur en main-d'œuvre, alors que nous devons diminuer le chômage. Par conséquent, le coton est un secteur bénéfique pour l'économie et il retrouve aujourd'hui le niveau qui doit être le sien en Egypte.

Deux types d'agriculture ?

Gregory Lazaref, consultant INRA, France

Je suis surpris que la mondialisation soit réduite au problème du commerce. Les problèmes globaux sont beaucoup plus compliqués, et en ce moment à Johannesburg, on discute de toutes ces questions globales telles que l'environnement, la pauvreté, la gouvernance. Aussi, est-il vraiment réducteur de discuter de l'élevage seulement sous l'angle des produits. L'élevage c'est beaucoup plus que ses productions. Il a une dimension environnementale lorsqu'on envisage son support territorial, il concerne la population puisqu'il s'agit d'exploitations agricoles, et il a à voir avec les pouvoirs publics puisqu'il s'agit d'organisation. Les cent derniers rapports scientifiques aux Nations Unies publiés en mars dernier sous le titre "Vision de l'environnement mondial" soulignent par exemple

que la dégradation des sols est due pour 36% au surpâturage, 30% à la déforestation et 14% à l'agriculture. Ceci signifie que les problèmes environnementaux liés à l'élevage doivent être pris en considération aussi bien que l'utilisation des ressources naturelles par les éleveurs.

De même pour la pauvreté : la pauvreté est un problème global. Il ne peut pas y avoir de développement, d'utilisation optimum des ressources naturelles, sans combat contre la pauvreté. Mais rappelez-vous que la plupart des paysans pauvres - comme l'a dit Marcel Mazoyer - sont des « paysans orphelins » - et leurs animaux sont également pauvres - alors qu'ils sont toutefois des acteurs importants, non seulement à travers les systèmes d'élevage très complexes, mais parce

qu'ils dépendent aussi des revenus en provenance des autres secteurs que l'agriculture.

Ma dernière considération s'adresse aux gouvernements. Des gouvernements qui devraient prendre en compte les recommandations pour une organisation participative du développement durable... alors que les paysans sont toujours pauvres et leurs animaux aussi.

Par conséquent, considérer l'élevage seulement sous l'angle des produits reste une vision trop étroite et j'espère que les prochaines réunions s'ouvriront à de nouvelles considérations.

Patrick Cunningham

Merci Dr. Lazarev. Vous avez balayé très complètement un large champ de questions qui entrent exactement dans le domaine de la mondialisation. Je ne voudrais pas défendre le choix que nous avons fait, peut-être trop étroit, mais vous pouvez comprendre qu'il y a des contraintes de temps. Nous aurions besoin de deux jours de débat pour couvrir toutes les questions que vous avez ouvertes. Nous en prenons note pour le futur.

Peter Horn, Hongrie

Peut-on dire qu'il y a deux branches dans le secteur des productions animales ? L'une serait plus affectée par le mouvement global et l'autre le serait moins ? Dans le premier groupe, on pourrait mettre la production de lait, de viande de porc, de dinde, de poulet et une partie de la production bovine. Le reste appartiendrait à un autre secteur que nous verrions beaucoup plus comme celui d'un parc de loisirs échappant à la pression des prix et aux contraintes économiques. Est-ce possible ?

Patrick Cunningham

Si je comprends bien, vous dites que certains secteurs comme le secteur de la production porcine intensive sont fortement exposés à la compétition internationale, d'autres comme le secteur ovin ou le secteur bovin allaitant qui ne sont pas soumis à la compétition et sont utilisateurs d'espace. Donc, on aurait là deux secteurs agricoles : la première agriculture serait pleinement exposée à la compétition économique au sein du commerce mondial, l'autre serait plus impliquée dans le maintien des paysages. Dr. De Castro, pouvez-vous réagir ?

Paolo de Castro

Le problème est de savoir comment gérer cette situation. Car je pense que c'est la réalité : je pense que certains produits sont plus spécifiquement exposés à la compétition internationale, d'autres moins. La capacité des pays, des agriculteurs, des acteurs engagés dans le secteur animal à introduire plus de différenciation dans la compétition est déterminante. Si vous ne mettez pas de différence entre les produits, comme je l'ai dit tout à l'heure,

alors il y aura de nombreux problèmes. Si vous discutez avec nos collègues d'Amérique du Sud, ils vous répondent que la Politique Agricole Commune (PAC) empêche leurs exportations de produits animaux : « *Pourquoi devrions nous exporter des fruits et des légumes et d'autres produits alors que les barrières que met l'Union Européenne ne stoppent pas ses exportations de viande de bœuf ?* » Quand la mondialisation ouvre les marchés et quand les barrières tombent, cela veut dire que nous devons payer – je le dis à nouveau – cela veut dire aussi un signal concernant les manières de produire, par exemple dans des conditions de respect du bien-être animal. Voilà quelle est la voie à suivre, pour convaincre le consommateur à l'échelle du monde. Autrement dit, je n'ai pas de solution. Dans le cas contraire, nous n'avons pas de chance de pouvoir être compétitif. Nous pouvons être perdants !

Salah Galal, Université Ain Shams, Egypte

Je voudrais parler de l'évaluation de l'impact de la globalisation sur le secteur de la production animale respectivement sur les différents groupes de pays développés et en développement. A partir de la présentation de Marcel Mazoyer, nous avons vu que les bénéficiaires de la mondialisation sont les pays développés, et les perdants les pays en développement. J'ajouterai que le secteur animal des pays en développement est entre les mains appartenant de petits propriétaires qui sont parmi les « perdants » dans le processus de mondialisation. Dans l'Union Européenne, les exploitants agricoles sont massivement protégés par des subventions.

D'où ma question aux membres du panel : comment échapper à cette tendance lourde des conséquences de la globalisation et comment faire en sorte qu'elle bénéficie aux petits éleveurs dans les pays en développement ?

Patrick Cunningham

Merci beaucoup, c'est une excellente question : les petits éleveurs des pays en développement sont les victimes de la mondialisation, et s'il en est ainsi, que pouvons nous faire pour eux ?

Paolo de Castro

D'abord, nous avons vu que ce n'était pas tout à fait exact; il se peut que certains pays en développement bénéficient de la mondialisation. Prenez l'exemple de l'Inde ou interrogez-vous sur l'évolution de la Chine. Mais si l'on se réfère aux pays du pourtour Méditerranéen, cela semble vrai. La mondialisation avantage les pays développés. Que pouvons-nous faire ? Et bien, la réponse est dans ce que va décider l'Union Européenne. Actuellement, nous débattons de la révision à mi-parcours de l'« Agenda 2000 » et nous discutons comment diminuer le soutien aux exportations, et comment réduire l'aide.

Nous allons dans le sens de Doha où l'on avait dit : tous les pays de l'OMC doivent éliminer graduellement les aides, nous devons éliminer les subventions à l'export juste pour donner l'accès au marché aux pays de l'Europe. L'Europe fait quelque chose dans ce sens puisque la révision « à mi-parcours » a été présentée par Franz Fischler il y a deux semaines : nous allons réduire les aides à l'exportation et les aides directes aux agriculteurs ; mais en contrepartie, les agriculteurs de l'Europe critiquent et disent "*Pourquoi les agriculteurs Européens doivent réduire les aides directes, et les aides à l'export si les USA font exactement le contraire ?*". Ainsi en est-il du marché mondial : nous devons nous défendre car il y a quelque chose d'aberrant. C'est la raison pour laquelle je pense que l'OMC offre une belle occasion d'agir et de dire que nous devons tout mettre sur la table. Si les USA disent une chose à Doha, et s'ils changent ensuite en adoptant le "Farm Bill", alors nous allons agir dans le même sens. Je pense que dans cette perspective, l'Europe fera pour le mieux mais bien sûr, elle devra prendre en compte les questions légitimes que se posent les agriculteurs Européens.

Laurence Roudart

Comment la mondialisation peut-elle bénéficier aux paysans pauvres et plus spécialement aux éleveurs des pays en développement ? Je suis heureuse que vous posiez cette question parce que le problème n'est pas mondialisation oui ou non. Nous sommes dans un processus de mondialisation depuis des

siècles, peut-être depuis des millénaires, et ce processus va se poursuivre. La question essentielle est comment le maîtriser pour qu'il profite à tous, en particulier aux plus pauvres. Comme l'a dit le Professeur Saad Nassar, nous devons réguler la mondialisation en décidant parmi d'autres choses un traitement préférentiel pour les pays en développement.

Nous suggérons de protéger les éleveurs pauvres par des barrières tarifaires basées sur leur niveau de productivité : des taxes et des prix élevés en rapport avec la faible productivité. Ceci pourrait être une manière d'organiser la mondialisation en regroupant au sein de grands territoires régionaux des pays où la productivité du travail est similaire. Et à l'intérieur de ces territoires régionaux, il s'agirait d'adopter des taxes et des prix agricoles tels que les pays les moins bien équipés, les paysans les plus pauvres recevant des aides pourraient vivre de leur travail, investir et se développer. Nous ne proposons pas de solutions définitives : ces protections devraient disparaître progressivement en rapport avec les progrès réalisés dans chaque pays. Mais actuellement, les écarts de productivité du travail agricole sont si grands que nous devons protéger les paysans les plus faibles et les moins bien équipés contre les prix très bas qui prévalent actuellement sur les marchés mondiaux, et qui ont des répercussions dans les pays en développement. Ceci peut être un moyen de réguler la mondialisation, non de la stopper.

* * * * *

Morceaux choisis

Ils ont dit:

Marcel Mazoyer - *"Il est clair que la question agricole et alimentaire mondiale est encore à résoudre. Pourquoi les choses sont-elles encore comme cela ? Que faire ? Telles sont les questions primordiales relatives à l'agriculture et à l'alimentation au 21ème siècle."*

Paolo De Castro - *"Nous pouvons espérer avoir une bonne mondialisation mais nous ne pouvons pas arrêter la mondialisation, car les tendances mondiales à l'exportation vont de toute façon s'accroître"*

Saad Nassar - *"Aussi, nous avons une idée de la mondialisation comme un plus, mais en même temps, comment réduire les impacts négatifs de la mondialisation dans les pays en développement, et comment optimiser les bénéfices de la mondialisation pour ces pays en développement ?"*

Paolo De Castro - *"La mondialisation veut dire que quelque chose est en train de bouger. Le défi consiste à essayer d'adopter des règles qui peuvent avoir un rôle important pour les pays en développement et qui ne donnent pas uniquement des avantages aux pays développés."*

Laurence Roudart - *"Qu'est-il advenu à ces millions de paysans orphelins? Le déclin des prix agricoles réels, qui a signifié une diminution du revenu, interdit aux paysans d'investir dans les machines agricoles ou les animaux de trait, l'impossibilité d'acheter des intrants tels que pesticides, engrais, et variétés sélectionnées. De fait, ils sont entrés dans un processus de paupérisation allant jusqu'à l'extrême pauvreté, l'absence d'accès aux soins, la faim, et finalement la migration vers les bidonvilles et le chômage. Rappelons à ce sujet que 70% des personnes mal nourries dans le monde vivent dans les zones rurales."*

Saad Nassar - **"Qui peut encore être compétitif ? En d'autres termes : Qui a des avantages comparatifs compétitifs ? "**

Alessandro Nardone - **« Qui en profite ? »**. Pour moi, à partir des éléments apportés par les Professeurs Mazoyer et Roudart, il est clair qu'il faut dire : **« Qui est perdant ? »** Et qui perd... ce sont des centaines de milliers de travailleurs agricoles !"

Laurence Roudart - *"Actuellement, les écarts de productivité du travail agricole sont si grands que nous devons protéger les paysans les plus faibles et les moins bien équipés contre les prix très bas qui prévalent actuellement sur les marchés mondiaux, et qui ont des répercussions dans les pays en développement. Ceci peut être un moyen de réguler la mondialisation, non de la stopper"*.

Paolo de Castro - *"Mais si l'on se situe uniquement dans l'optique d'une compétition sur les prix, nous n'avons aucune chance de gagner, car il y aura toujours dans le monde un pays où l'on pourra produire moins cher grâce au coût de la main d'œuvre moins élevé, avec un prix du foncier moins cher. Il sera difficile de gagner la compétition si le coût de production est notre seule force. Mais les Européens ont la chance d'avoir de nombreuses traditions "*

Saad Nassar - *"En matière agricole, nous sommes favorables par-dessus tout, à une libéralisation du commerce international avec un traitement préférentiel pour les pays en développement "*